

- 1851 / 2 - 98 / 99

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998-1999 (*)

11 DÉCEMBRE 1998

PROJET DE LOI

sur l'intégration verticale du
ministère public, le parquet fédéral et
le conseil des procureurs du Roi

PROPOSITION DE LOI

modifiant l'article 22 du Code
d'instruction criminelle

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA
JUSTICE (1)

PAR
M. Renaat LANDUYT

(1) Composition de la commission :

Président : M. Verwilghen.

A. — Membres titulaires :	B. — Membres suppléants :
C.V.P. MM. Vandeuren, Van Overberghe, Verherstraeten, Willems.	Mmes Creyf, D'Hondt (G.), MM. Didden, Leterme, Mme Verhoeven.
P.S. MM. Borin, Giet, Moureaux.	MM. Biefnot, Dallons, Eerdeken, Minne.
V.L.D. MM. Dewael, Van Belle, Verwilghen.	MM. Chevalier, De Croo, van den Abeelen, Versnick.
S.P. MM. Landuyt, Vandenbossche.	MM. Delathouwer, Vande Lanotte, Van der Maelen.
P.R.L.- MM. Barzin, Duquesne.	Mme Herzet, MM. Maingain, Simonet.
F.D.F. P.S.C. M. du Bus de Warnaffe.	MM. Beaufays, Gehlen.
VI. M. Laeremans.	MM. Annemans, De Man.
Blok Agalev/M. Lozie.	M. Decroly, Mme Schüttringer.
Ecolo	

C. — Membre sans voix délibérative :

V.U. M. Bourgeois.

Voir :

- 1851 - 98 / 99 :

— N° 1 : Projet transmis par le Sénat.

- 1485 - 97 / 98 :

— N° 1 : Proposition de loi de MM. Lozie et Decroly.

(*) Cinquième session de la 49^e législature.

- 1851 / 2 - 98 / 99

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998-1999 (*)

11 DECEMBER 1998

WETSONTWERP

betreffende de verticale integratie van
het openbaar ministerie, het federaal
parket en de raad van procureurs
des Konings

WETSVOORSTEL

tot wijziging van artikel 22 van het
Wetboek van strafvordering

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
JUSTITIE (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER Renaat LANDUYT

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Verwilghen.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. Vandeuren, Van Overberghe, Verherstraeten, Willems.	Mevr. Creyf, Mevr. D'Hondt (G.), HH. Didden, Leterme, Mevr. Verhoeven.
P.S. HH. Borin, Giet, Moureaux.	HH. Biefnot, Dallons, Eerdeken, Minne.
V.L.D. HH. Dewael, Van Belle, Verwilghen.	HH. Chevalier, De Croo, van den Abeelen, Versnick.
S.P. HH. Landuyt, Vandenbossche.	HH. Delathouwer, Vande Lanotte, Van der Maelen.
P.R.L.- HH. Barzin, Duquesne.	Mevr. Herzet, HH. Maingain, Simonet.
F.D.F. P.S.C. H. du Bus de Warnaffe.	HH. Beaufays, Gehlen.
VI. H. Laeremans.	HH. Annemans, De Man.
Blok Agalev/H. Lozie.	H. Decroly, Mevr. Schüttringer.
Ecolo	

C. — Niet-stemgerechtigd lid :

V.U. H. Bourgeois.

Zie :

- 1851 - 98 / 99 :

— N° 1 : Wetsontwerp overgezonden door de Senaat.

- 1485 - 97 / 98 :

— N° 1 : Wetsvoorstel van de heren Lozie en Decroly.

(*) Vijfde zitting van de 49^e zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi, transmis par le Sénat, au cours de sa réunion du 2 décembre 1998.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Ce projet de loi est important car il permet d'avoir pour l'avenir un ministère public moderne, attrayant et outillé pour lutter contre toute forme de criminalité.

Les données de base qui figurent dans le projet de loi offrent les garanties pour lui permettre de remplir cette tâche.

Les deux principaux piliers sont les suivants :

1. L'intégration verticale du ministère public

Il est essentiel que les tâches du ministère public soient autrement formulées. Dorénavant, la principale mission des procureurs généraux sera celle qu'ils remplissent au sein du Collège des procureurs généraux à savoir l'élaboration de la politique des poursuites et de la politique criminelle.

Il est inexact de croire que l'octroi de cette principale fonction aux procureurs généraux comme membre du Collège constitue une dégradation de leur rôle. L'élaboration de la politique criminelle constitue la principale fonction où les besoins sont énormes.

Le ministre se réfère à ce propos aux conclusions formulées par les dernières commissions d'enquête parlementaire et aux récents événements que le pays a connus. Ceux-ci montrent en effet, que dans le futur plus encore que par le passé, les priorités de la politique criminelle devront être clairement établies sur la base d'une connaissance suffisante des problèmes.

En conséquence, le ministre considère que les procureurs généraux reçoivent une mission essentielle à savoir, être en premier lieu membre du Collège et en son sein, élaborer la politique criminelle.

Lorsqu'on parle des fonctions des parquets généraux et des magistrats qui relèvent de ces parquets, le ministre est d'avis qu'un certain nombre d'entre eux recevront une fonction importante dans le cadre des travaux du Collège des procureurs généraux. Actuellement, le Collège, composé des cinq procureurs généraux, ne dispose que d'un secrétariat. Dans l'avenir, le Collège sera assisté d'un cadre de magistrats de telle sorte qu'il sera possible d'organiser de façon efficace la politique criminelle.

Trop souvent, on néglige de dire que ce n'est pas seulement dans le cadre de dossiers individuels

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit door de Senaat overgezonden wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 2 december 1998.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN JUSTITIE

Dit wetsontwerp is belangrijk omdat het de mogelijkheid biedt in de toekomst te beschikken over een modern openbaar ministerie, dat aantrekkelijk is en uitgerust is om elke vorm van criminaliteit te bestrijden.

De in het wetsontwerp opgenomen basisgegevens bieden de nodige garanties om het in staat te stellen die taak te vervullen.

De twee voornaamste pijlers zijn de volgende :

1. De verticale integratie van het openbaar ministerie

Het is van wezenlijk belang dat de taken van het openbaar ministerie anders worden omschreven. Voortaan zal de hoofdplicht van de procureurs-generaal die zijn welke zij vervullen in het College van procureurs-generaal, namelijk het uitstippelen van het vervolgingsbeleid en van het crimineel beleid.

Het is niet juist te geloven dat de toewijzing van die hoofdtaak aan de procureurs-generaal als lid van het College neerkomt op een uitholling van hun rol. De uitwerking van het crimineel beleid is de voornaamste taak en de behoeften zijn enorm.

De minister verwijst in dat verband naar de conclusies van de parlementaire onderzoekscommissies en naar de recente gebeurtenissen die ons land heeft meegemaakt. Daaruit blijkt immers dat, in de toekomst meer nog dan in het verleden, de prioriteiten van het crimineel beleid duidelijk zullen moeten worden bepaald op grond van een gedegen probleemkennis.

Volgens de minister krijgen de procureurs-generaal dus een essentiële opdracht, te weten in de eerste plaats lid zijn van het College en binnen dat laatste het crimineel beleid uitstippelen.

In verband met de taken van de parketten-generaal en van de magistraten die ertoe behoren, is de minister van mening dat een aantal van hen een belangrijke taak zullen krijgen in het kader van de werkzaamheden van het College van procureurs-generaal. Het College, dat is samengesteld uit vijf procureurs-generaal, beschikt thans slechts over één secretariaat. In de toekomst zal het College worden bijgestaan door een formatie van magistraten, zodat het mogelijk zal zijn het crimineel beleid op een doeltreffende wijze te organiseren.

Al te vaak vergeet men te zeggen dat niet alleen in het kader van individuele dossiers belangrijk werk

qu'un important travail peut être accompli mais aussi dans la vision de ce que dans l'avenir, la politique criminelle devra être. Le ministre de la Justice y remplit également un rôle important.

En ce qui concerne les autres missions des parquets généraux et plus particulièrement des procureurs généraux, ils gardent une importante fonction dans leur ressort, à savoir de coordination, de réalisation d'audits, d'appui des parquets de première instance et de recherche de la qualité totale. Ils ont à cet égard, plus un rôle de stimulateur dans l'amélioration de qualité qu'une fonction hiérarchique en soi. L'appui des parquets de première instance constitue également un élément important qui, par le passé, a été trop peu mis en avant dans la relation entre le parquet général et le parquet de première instance.

Par ailleurs, ce projet de loi devra être complété par une autre législation qui précisera quelle sera la fonction des magistrats des parquets généraux dans des dossiers individuels.

Des magistrats des parquets généraux pourront également jouer un rôle important au sein du parquet fédéral (cf. *infra*).

En conclusion, en ce qui concerne l'intégration verticale du ministère public, une nouvelle fonction est attribuée aux parquets généraux. Les parquets de première instance deviennent quant à eux, le niveau de base où l'exercice de l'action publique leur est intégralement confié. Cet élément constitue une importante nouveauté. Les magistrats de première instance pourront plus travailler en équipe pour préparer leurs dossiers. Ceci pourra se faire sous la direction d'un magistrat du parquet général chargé de l'assistance. De la sorte, il n'y aura pas seulement une seconde lecture du dossier mais une appréciation permanente de celui-ci. Il rappelle que cette idée de travail en équipe ressort notamment des audits des parquets réalisés à Bruges et Namur.

Cette nouveauté permettra également de rendre la fonction de magistrat du parquet plus attrayante. On constate en effet, qu'actuellement, trop peu de candidats sont intéressés par cette fonction. Ceci est sans doute dû au fait que l'image donnée par le parquet général est trop hiérarchisée, sans réelle liberté de travail. Le ministre espère que cette nouvelle structure permettra de résoudre la situation actuelle et de pouvoir recruter les meilleurs éléments.

2. Le parquet fédéral

Le second pilier du présent projet de loi résulte de l'une des recommandations formulées par la commission d'enquête parlementaire sur les tueries du Brabant. La commission avait notamment constaté que les divergences entre les différents arrondissements dans des dossiers complexes amenaient de graves problèmes. Il est dès lors essentiel qu'une instance nationale soit mise en place qui pourra traiter ces

kan worden verricht, maar ook in verband met de visie over hoe het crimineel beleid er moet gaan uitzien. De minister van Justitie speelt daar eveneens een belangrijke rol in.

Voor het overige blijven de parketten-generaal en meer bepaald de procureurs-generaal in hun rechtsgebied een beslissende rol spelen op het stuk van de coördinatie, de uitvoering van doorlichtingen, de ondersteuning van de parketten van eerste aanleg en het streven naar integrale kwaliteitszorg. Ze hebben terzake veeleer een voortrekkersrol wat kwaliteitsverbetering betreft dan een hiërarchische functie als dusdanig. Ook de ondersteuning van de parketten van eerste aanleg is een niet onbelangrijk gegeven dat in het verleden te weinig naar voren is geschoven in de relatie tussen het parket-generaal en het parket van eerste aanleg.

Bovendien zal dit wetsontwerp moeten worden aangevuld met een andere wet waarin zal worden gepreciseerd wat de rol is van de parketten-generaal in individuele dossiers.

Voor een aantal magistraten van de parketten-generaal is tevens een belangrijke rol weggelegd in het federaal parket (zie hierna).

Om af te ronden, wat de verticale integratie van het openbaar ministerie betreft, worden de parketten-generaal belast met een nieuwe taak. De parketten van eerste aanleg worden het basisniveau waarop de uitoefening van de strafvordering hun volledig wordt toevertrouwd. Dat is een belangrijke nieuwigheid. De magistraten van eerste aanleg zullen meer in teamverband kunnen werken om hun dossiers voor te bereiden. Dat zullen ze kunnen doen onder de leiding van een magistraat van het parket-generaal die belast is met de ondersteuning. Zodoende zal er niet alleen een tweede lezing zijn van het dossier, maar tevens een permanente evaluatie ervan. Hij herinnert eraan dat die idee van werken in teamverband onder meer naar voren komt uit de doorlichtingen van de parketten in Brugge en in Namen.

Dankzij die nieuwigheid zal ook het ambt van parketmagistraat aantrekkelijker kunnen worden gemaakt. Men stelt immers vast dat te weinig kandidaten belangstelling hebben voor dat ambt. Zulks is waarschijnlijk te wijten aan het feit dat van het parket-generaal een te hiërarchisch beeld zonder echte vrijheid van werken wordt opgehangen. De minister hoopt dat die nieuwe structuur het mogelijk zal maken de huidige situatie te verhelpen en de beste kandidaten in dienst te nemen.

2. Het federaal parket

De tweede pijler van het voorliggende wetsontwerp vloeit voort uit een van de aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie naar de Bende van Nijvel. De commissie had onder meer vastgesteld dat de verschillen tussen de verschillende arrondissementen in ingewikkelde dossiers ernstige problemen doen rijzen. Het is derhalve van wezenlijk belang dat een nationaal orgaan wordt opgericht dat

dossiers complexes, par exemple de criminalité organisée. Une loi devra encore intervenir pour délimiter avec précision sa mission afin d'éviter tout problème de compétence.

Le parquet fédéral aura un rôle particulièrement important en ce qui concerne la criminalité qui dépasse non seulement les limites des arrondissements judiciaires mais aussi celles du pays. Il sera dès lors compétent non seulement pour la criminalité nationale mais aussi pour assurer les contacts en ce qui concerne la criminalité internationale. De la sorte, un ministère public professionnel est mis en place pour lutter contre ce type de criminalité qui requiert des connaissances spécifiques. Par ailleurs, les relations entre le parquet fédéral et les parquets de première instance sont bien précisées. Le parquet fédéral peut en effet évoquer des dossiers de telle sorte que les difficultés entre différents arrondissements sont supprimées. Les principes selon lesquels des dossiers pourront être évoqués par le parquet fédéral seront fixés et peuvent être évalués après par le Collège des procureurs généraux sans que ce dernier ne puisse intervenir dans des dossiers individuels.

Le procureur fédéral ne fait pas partie du Collège des procureurs généraux mais peut assister à ses réunions lorsque par exemple celles-ci portent sur la criminalité organisée. Il pourra de la sorte l'aider par ses connaissances dans la détermination de la politique criminelle. Le ministre est conscient que la restructuration du ministère public dans son ensemble va très loin et suscite des résistances. Néanmoins, le projet de loi ouvre des perspectives pour un ministère public moderne et outillé pour lutter contre toutes les formes de criminalité.

En conclusion, le ministre espère que ce projet de loi qui résulte des accords « Octopus » sera voté à une très grande majorité afin de pouvoir convaincre la magistrature du bien fondé de cette réforme qui lui permettra par ailleurs, de pouvoir travailler dans de meilleures conditions.

II. — DISCUSSION GÉNÉRALE

1. Questions des membres

M. Laeremans tient à poser quelques questions et à formuler plusieurs observations.

En ce qui concerne le conseil des procureurs du Roi, il demande au ministre s'il ne faut pas craindre de voir surgir des conflits de compétence entre ledit conseil et le collège des procureurs généraux.

L'intervenant n'est pas opposé au principe de la création d'un conseil des procureurs du Roi, mais il

die complexe dossiers, bijvoorbeeld op het stuk van de georganiseerde criminaliteit, zal kunnen behandelen. Er zal nog een wet moeten worden goedgekeurd om de opdracht van dat orgaan nauwkeurig af te bakenen teneinde elk bevoegdheidsconflict te vermijden.

Het federaal parket zal een heel belangrijke rol te vervullen hebben in verband met de criminaliteit die niet alleen de grenzen van de rechterlijke arrondissementen maar ook de landsgrenzen overschrijdt. Het zal derhalve bevoegd zijn voor de nationale criminaliteit, maar ook voor de contacten met betrekking tot de internationale criminaliteit. Op die manier wordt een professioneel openbaar ministerie in het leven geroepen om de strijd aan te binden tegen dat soort van criminaliteit, waarvoor een bijzondere kennis vereist is. Voorts worden de betrekkingen tussen het federaal parket en de parketten van eerste aanleg nauwkeurig omschreven. Het federaal parket kan immers dossiers aan zich trekken zodat de moeilijkheden tussen verschillende arrondissementen worden weggewerkt. De nadere regels voor de evocatie van dossiers door het federaal parket zullen worden vastgelegd en kunnen nadien worden geëvalueerd door het College van procureurs-generaal, maar dit laatste mag zich niet inlaten met de individuele dossiers.

De federale procureur maakt geen deel uit van het College van procureurs-generaal maar hij kan de vergaderingen ervan bijwonen, bijvoorbeeld wanneer die betrekking hebben op de georganiseerde criminaliteit. Zo zal hij dankzij zijn kennis het College kunnen helpen bij het uitstippelen van het crimineel beleid. De minister is zich ervan bewust dat de herstructurering van het openbaar ministerie in haar geheel zeer ver gaat en dat ze op weerstand botst. Het wetsontwerp opent echter perspectieven voor een modern openbaar ministerie dat uitgerust is om alle vormen van criminaliteit te bestrijden.

Tot besluit hoopt de minister dat het onderhavige wetsontwerp, dat voortvloeit uit de Octopusakkoorden, met een overweldigende meerderheid zal worden goedgekeurd zodat de magistratuur kan worden overtuigd van de gegrondheid van die hervorming, die haar trouwens de mogelijkheid zal bieden om in betere omstandigheden te werken.

II. — ALGEMENE BESPREKING

1. Vragen van de leden

De heer Laeremans wenst enkele vragen en bedenkingen te formuleren.

Wat de raad van procureurs des Konings betreft wenst hij van de minister te vernemen of niet moeten worden gevreesd voor bevoegdheidsconflicten tussen de raad en het college van procureurs-generaal.

De spreker heeft geen principieel bezwaar tegen de oprichting van deze raad maar hij wil er zich van

tient à s'assurer que ce conseil et le collège des procureurs généraux ne pourront pas se mettre des bâtons dans les roues.

Le membre renvoie ensuite aux observations formulées par M. Schins, procureur général près la cour d'appel de Gand, à propos des compétences du parquet fédéral (Doc. Sénat n° 1066/6, pp. 40-41). M. Schins a notamment attiré l'attention sur le fait que la compétence de ce parquet n'est décrite avec précision dans aucun texte.

M. Laeremans estime qu'en l'absence de toute définition précise de cette compétence, des conflits vont inmanquablement surgir entre le parquet fédéral et les parquets de première instance. Le parquet fédéral ne risque-t-il pas, par exemple, de s'approprier surtout les dossiers intéressants ?

En ce qui concerne l'intégration verticale du ministère public, le membre formule les critiques suivantes :

— il est fort douteux que le fait qu'un même procureur assure le suivi du dossier permette d'accélérer le traitement de l'affaire. Le gain de temps éventuel sera, selon toute vraisemblance, perdu par suite des déplacements supplémentaires que les magistrats du parquet de première instance devront effectuer régulièrement pour se rendre dans les cours d'appel d'autres villes. Ces déplacements risquent en outre de compromettre l'organisation des audiences. Il est d'ores et déjà possible que des magistrats du parquet de première instance traitent des dossiers complexes en appel. Il n'y a toutefois aucune raison de généraliser ce principe.

— ce traitement intégral entraînera en outre un surcroît de travail pour les parquets de première instance. Or, étant donné que la plupart des parquets sont déjà surchargés, ce surcroît de travail aura pour conséquence qu'encore moins d'affaires seront traitées comme il convient. Il ne fait aucun doute que le pourcentage de classements sans suite augmentera encore dans certains parquets. Il est évident que l'instauration de ce principe du traitement intégral n'a pas fait l'objet d'une réflexion suffisante.

Une partie des magistrats des parquets généraux sera affectée aux parquets de première instance, mais leur nombre n'est fixé nulle part. Le membre craint que ce nombre soit insuffisant.

— au cours des auditions organisées au Sénat, des représentants de la magistrature ont attiré l'attention sur le fait que l'intégration verticale du ministère public risque de compromettre l'équilibre entre les structures.

Le lien hiérarchique entre les parquets d'arrondissement et le parquet général s'amenuisera et le parquet général ne pourra plus exercer sa fonction de contrôle avec autant d'efficacité.

Dans son avis, le Conseil d'État a également fait observer que l'on peut se demander « si les mécanismes (récemment introduits ou à introduire) d'unifor-

verzekeran dat beide instanties elkaar niet zullen kunnen tegenwerken.

Het lid herinnert vervolgens aan de bedenkingen van de heer Schins, procureur-generaal bij het hof van beroep te Gent, met betrekking tot de bevoegdheden van het federaal parket (Stuk Senaat n° 1066/6, blz. 40-41). De heer Schins heeft er onder meer op gewezen dat de bevoegdheid van dit parket nergens duidelijk wordt omschreven.

De heer Laeremans is van oordeel dat bij ontstentenis van een duidelijke bevoegdheidsafbakening er ongetwijfeld moeilijkheden zullen rijzen tussen het federaal parket en de parketten van eerste aanleg. Bestaat het gevaar bijvoorbeeld niet dat het federaal parket vooral de interessante dossiers aan zich trekt ?

Met betrekking tot de verticale integratie van het openbaar ministerie formuleert het lid volgende punten van kritiek :

— dat de opvolging van het dossier door eenzelfde procureur zou moeten leiden tot een snellere behandeling van een zaak, moet sterk worden betwijfeld. De eventuele tijdwinst zal naar alle waarschijnlijkheid ongedaan worden gemaakt door de bijkomende verplaatsingen van de parketmagistraten van eerste aanleg die zich regelmatig naar de hoven van beroep in andere steden zullen moeten begeven. Hierdoor dreigt ook de organisatie van de zittingen in het gedrang te komen. De mogelijkheid dat parketmagistraten van eerste aanleg bepaalde complexe dossiers in hoger beroep behandelen bestaat reeds. Er is echter geen enkele reden om dit principe te veralgemenen.

— deze integrale afhandeling zal bovendien een bijkomende werklast voor de parketten van eerste aanleg betekenen. De meeste parketten zijn nu reeds overbelast en het gevolg zal zijn dat nog minder zaken op een gedegen behandeling zullen kunnen rekenen. In sommige parketten zal het seponeringspercentage ongetwijfeld nog toenemen. Het is duidelijk dat over de invoering van dit principe van integrale afhandeling onvoldoende werd nagedacht.

Een deel van de magistraten van de parketten-generaal zal worden ingezet ten behoeve van de parketten van eerste aanleg maar dit aantal wordt nergens bepaald. Het lid vreest dat dit ontoereikend zal zijn.

— tijdens de hoorzittingen in de Senaat werd er door vertegenwoordigers van de magistratuur op gewezen dat de verticale integratie van het openbaar ministerie het evenwicht tussen de structuren in het gedrang dreigt te brengen.

De hiërarchische band tussen de arrondissementsparketten en het parket-generaal zal verkleinen en het parket-generaal zal zijn controlefunctie minder efficiënt kunnen uitoefenen.

De Raad van State heeft in zijn advies eveneens opgemerkt dat de vraag kan worden gesteld « of de recent ingevoerde of nieuw in te voeren mechanis-

misation de la politique pénale au niveau du ministère public suffiront à compenser le contrôle réduit du traitement des dossiers individuels par le procureur général ... » (Doc. Sénat n° 1-1066/2, p.4).

— l'intégration verticale réduira les droits de la défense.

Mme Draps, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats près la Cour de cassation, a fait observer, au sein de la commission de la Justice du Sénat, que « si le même magistrat traite un dossier du début à la fin, il n'aura pas à l'égard du dossier la même distance qu'un magistrat du parquet général » et que « l'intégration verticale entraînera une perte de qualité pour la justice, ... » (Doc. Sénat n° 1-1066/6, p. 61).

L'intervenant se rallie à cette critique. Le double examen d'une affaire par deux magistrats du parquet offre plus de garanties pour le justiciable.

Le membre critique également la suppression des auditorats du travail, dont le fonctionnement ne suscite guère de plaintes. Il est inadmissible d'intégrer un service qui fonctionne bien dans un service qui est confronté à de nombreux problèmes.

L'intervenant pose enfin les questions suivantes :

— le fait que le « magistrat national » devient un « magistrat fédéral » implique-t-il que l'on songe à défédéraliser certaines compétences en matière judiciaire ?

— le statut actuel des membres du parquet général qui seront affectés aux parquets de première instance sera-t-il ou non maintenu ?

— un calendrier a-t-il déjà été fixé pour l'exécution de la réforme proposée ?

— une décision a-t-elle déjà été prise concernant l'effectif du parquet fédéral ?

— qu'advient-il si le procureur général de la cour d'appel de Bruxelles et le procureur fédéral appartiennent au même rôle linguistique ? Le projet de loi à l'examen ne contient aucune disposition à ce sujet.

*
* *

M. Lozie formule tout d'abord quelques considérations générales.

En ce qui concerne la structure du projet de loi, d'importantes modifications sont introduites mais elles ne sont souvent que partielles. Pour certains domaines, on pourrait parler d'un projet de loi-cadre où des lois d'exécution devront encore intervenir. Des réformes sont ainsi projetées sans que l'on sache où et comment elles vont aboutir concrètement.

men tot uniformisering van het strafrechtelijk beleid op het niveau van het openbaar ministerie zullen volstaan om het verzwakken te compenseren van de controle op de behandeling van individuele dossiers vanwege de procureur-generaal ... » (Stuk Senaat n° 1-1066/2, blz. 4).

— door de verticale integratie zullen de rechten van de verdediging minder gewaarborgd zijn.

In de senaatscommissie voor de Justitie heeft mevrouw Draps, gewezen stafhouder van de Orde der Advocaten bij het Hof van Cassatie, erop gewezen dat als « een magistraat het dossier afhandelt van het begin tot het einde, [...] hij niet dezelfde afstand [kan] nemen van dat dossier als een magistraat van het parket-generaal » en dat « de verticale integratie ... de kwaliteit van de rechtspraak naar beneden zal halen, ... » (Stuk Senaat n° 1-1066/6, blz. 61).

De spreker sluit zich bij deze kritiek aan. Het dubbele onderzoek van een zaak door twee parket-magistraten biedt een grotere waarborg voor de rechtzoekende.

Het lid heeft ook kritiek op de afschaffing van de arbeidsauditoraten. Over de werking ervan bestaan immers weinig klachten. Een goed werkende dienst integreren in een dienst die veel problemen kent is onaanvaardbaar.

De spreker stelt ten slotte volgende vragen :

— houdt de wijziging van de benaming « nationaal magistraat » naar « federaal magistraat » in dat er gedacht wordt aan een defederalisering van sommige bevoegdheden inzake justitie ?

— blijft het huidige statuut van de leden van het parket-generaal die ten behoeve van de parketten van eerste aanleg zullen worden ingezet al dan niet behouden ?

— werd al een tijdschema vastgelegd met betrekking tot de uitvoering van de voorgestelde hervorming ?

— werd al een beslissing genomen met betrekking tot de personeelssterkte van het federaal parket ?

— wat zal er gebeuren indien zowel de procureur-generaal van het hof van beroep te Brussel als de federale procureur tot dezelfde taalrol behoren ? Onderhavig wetsontwerp voorziet daaromtrent in geen enkele regeling.

*
* *

De heer Lozie formuleert eerst een aantal algemene bedenkingen.

De structuur van het wetsontwerp werd weliswaar diepgaand, maar niettemin vaak slechts ten dele gewijzigd. In bepaalde opzichten zou men het ontwerp kunnen bestempelen als een ontwerp van kaderwet waarvoor nog uitvoeringswetten nodig zijn. Zo worden hervormingen uitgewerkt zonder dat men weet waarop zij zullen uitdraaien en hoe zij concreet gestalte zullen krijgen.

À ce propos, il donne l'exemple de l'organisation de la spécialisation au sein des parquets. Si on part des problèmes auxquels la justice est confrontée et de la perte de confiance du citoyen dans le fonctionnement de la justice, il est exact que des modifications structurelles sont proposées et son groupe y apporte pour partie son soutien. Ces modifications sont néanmoins confrontées au conservatisme de certains magistrats.

Différentes commissions d'enquête parlementaire ont constaté par ailleurs que d'importantes enquêtes n'ont pu aboutir en raison de l'attitude des chefs de corps.

Les parquets locaux, qui se comportent parfois comme de véritables baronnies, voient dans le projet leur autonomie renforcée, vu que le pouvoir hiérarchique du procureur général tombe pour partie. Une intégration horizontale des parquets est aussi instaurée par l'installation d'un conseil des procureurs du Roi. Ces mesures signifient que le niveau de première instance devient très important. Si dès lors, on ne dispose pas d'instruments pour évaluer la qualité des magistrats et pour, le cas échéant, les remplacer par des personnes qui répondent mieux à la nouvelle philosophie, on se trouve face à une lacune qui peut avoir d'importantes conséquences.

L'orateur passe ensuite en revue les différentes parties du projet et en particulier le nouveau rôle des procureurs généraux.

Dans son exposé, le ministre de la Justice a évoqué le fait que leur rôle se situait plus au niveau de la mise en œuvre de la politique criminelle qu'à celui de l'examen de dossiers individuels. Si les procureurs généraux ne s'occupent plus de dossiers concrets, pourquoi faut-il dès lors maintenir cinq cours d'appel ? Une autre structure ne peut-elle être imaginée couplée avec une réforme du nombre de parquets ?

Le membre évoque ensuite le contenu du contrôle sur les procureurs du Roi. Le ministre a relevé le fait que les magistrats des parquets travailleront en équipe et donc se stimuleront et se contrôleront mutuellement. S'il peut partager pour partie cette approche pour des grands dossiers, il estime qu'un travail en équipe n'est pas nécessaire pour de plus petits dossiers. Le contrôle de qualité n'existe pas pour ces derniers. Pour les grands dossiers par ailleurs, certains d'entre eux pourront être intéressants pour le parquet fédéral.

Une concurrence pourra dès lors naître entre le parquet fédéral et les équipes de magistrats.

L'instauration d'un parquet fédéral constitue une nouveauté. Il sera important de bien délimiter ses compétences ainsi que de bien décrire dans quelles circonstances il sera saisi d'un dossier.

M. Lozie soutient l'objectif du parquet fédéral, à savoir lutter contre la criminalité organisée. Dans cette lutte est comprise pour l'intervenant, la recher-

Als voorbeeld daarvan vermeldt hij de wijze waarop de specialisering in de parketten wordt georganiseerd. Het klopt dat structurele wijzigingen werden geformuleerd om iets te doen aan de problemen in het gerecht en het gebrek aan vertrouwen van de burger in de werking van het justitiële bestel; overigens steunt zijn fractie die voorstellen gedeeltelijk. Toch kan men er niet omheen dat zij op een conservatieve houding van bepaalde magistraten stoten.

Voorts hebben verschillende parlementaire onderzoekscommissies aan het licht gebracht dat gewichtige onderzoeken vruchteloos zijn gebleven als gevolg van de houding van de korpschefs.

Aangezien de procureur-generaal een deel van zijn hiërarchische bevoegdheden verliest, versterkt dit ontwerp nog de autonomie van de lokale parketten, die zich nu soms al als heuse baronnieën gedragen. Tevens zorgt de oprichting van een Raad van procureurs des Konings voor een horizontale integratie van de parketten. Die maatregelen houden in dat het niveau van eerste aanleg een zeer belangrijke plaats gaat innemen. Als het dan ontbreekt aan middelen om de kwaliteiten van de magistraten in te schatten en om hen eventueel te kunnen vervangen door mensen die beter passen in de nieuwe denkwijze, dan heerst terzake een leemte die zware gevolgen kan hebben.

Vervolgens overloopt de spreker de verschillende delen van het ontwerp en staat hij meer in het bijzonder stil bij de nieuwe rol van de procureurs-generaal.

In zijn uiteenzetting heeft de minister erop gewezen dat hun rol meer te maken had met de tenuitvoerlegging van het strafrechtelijk beleid, dan met de behandeling van individuele dossiers. Is er nog nood aan vijf hoven van beroep, als de procureurs-generaal zich toch niet langer met concrete dossiers inlaten ? Moet een andere structuur niet gepaard kunnen gaan met een aanpassing van het aantal parketten ?

Vervolgens brengt het lid de inhoud van de controle op de procureurs des Konings ter sprake. De minister heeft aangestipt dat de parketmagistraten in teamverband zullen samenwerken en dat zij elkaar dus zullen stimuleren en controleren. Al kan hij, wat de grote dossiers betreft, gedeeltelijk met die aanpak akkoord gaan, toch acht hij het werken in teamverband onnodig voor de kleinere dossiers. Daarvoor bestaat geen kwaliteitscontrole. Overigens kunnen bepaalde grote dossiers ook interessant zijn voor het federale parket.

Aldus ontstaat het risico op concurrentie tussen het federale parket en de teams van magistraten.

De oprichting van een federaal parket is iets nieuws. Het is van belang dat de bevoegdheden ervan goed worden afgebakend. Tevens zal duidelijk moeten worden omschreven in welke omstandigheden het een dossier te behandelen kan krijgen.

De heer Lozie staat achter de doelstelling van het federaal parket, met name de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit. In het raam van die strijd

che de liens entre de petits dossiers instruits dans différents parquets.

S'il n'a dès lors pas de problème en ce qui concerne l'institution en elle-même, il estime qu'il faudra examiner avec attention dans quelle mesure le parquet fédéral pourra traiter de sa propre initiative des dossiers déjà traités au niveau du parquet d'instance.

Le membre émet une dernière remarque en ce qui concerne les auditorats du travail. Ceux-ci sont supprimés en tant que tels. Il craint dès lors que leurs dossiers ne soient absorbés par d'autres priorités déterminées par les parquets.

Par ailleurs, il constate que les auditorats militaires sont quant à eux maintenus. Le membre demande des explications sur cette différence de traitement entre les auditorats du travail et les auditorats militaires.

*
* *

M. Giet rappelle qu'il s'agit d'un projet de loi qui met en œuvre des principes. Il ne constitue pas une fin en soi. Plusieurs domaines abordés par le projet nécessiteront des législations subséquentes.

S'en tenant aux principes retenus dans ce projet de loi, le premier problème posé est celui de l'articulation entre les parquets généraux et les parquets d'instance. L'articulation entre le parquet fédéral et les autres niveaux du ministère public paraît quant à elle assez claire. Par contre, celle entre les parquets généraux (article 7) et les parquets d'instance (article 11) appelle des précisions. Il ne faudrait pas en effet, que le projet soit affecté d'une contradiction interne. Un parquet fédéral est créé dans un souci de coordination et de cohérence des poursuites dans un domaine bien précis.

À côté de cette unité, tous les parquets d'arrondissement jouissent d'une liberté d'action totale. Ce serait contradictoire dans l'esprit de ceux qui ont voulu cette réforme. Par conséquent, un juste contenu doit être donné à l'article 7 qui prévoit notamment que les procureurs généraux veillent dans leur ressort à la mise en œuvre cohérente et à la coordination, sous leur direction, de la politique criminelle. Les procureurs généraux ont un rôle dans l'élaboration de la politique criminelle au sein du collège des procureurs généraux mais ont également en dehors du collège, un rôle très pratique dans leur ressort, à savoir celui de veiller à l'application concrète de cette politique criminelle. Ce rôle comporte un pouvoir de contrôle concret sur ce qui se passe dans les arrondissements.

moet volgens de spreker ook worden gezocht naar de mogelijke banden tussen kleine, door verschillende parketten behandelde dossiers.

Hoewel hij dus geen bezwaren heeft tegen instelling op zich, vindt hij dat zorgvuldig moet worden nagegaan in welke mate het federale parket zich op eigen initiatief kan inlaten met dossiers die parketten in eerste aanleg al hebben behandeld.

Een laatste opmerking van de spreker heeft betrekking op de afschaffing zonder meer van de arbeidsauditoraten. Hij vreest dat die afschaffing ertoe zal leiden dat de aldaar behandelde dossiers voor de parketten geen prioriteit zullen zijn.

Voor het overige stelt hij vast dat de krijgssauditoraten blijven bestaan. Het lid wil meer uitleg over die verschillende behandeling van de arbeids- en de krijgssauditoraten.

*
* *

De heer Giet brengt in herinnering dat dit wetsontwerp beginselen invoert en aldus geen doel op zich vormt. Over verscheidene in het ontwerp opgenomen aangelegenheden moeten later nog wetten worden uitgevaardigd.

Inzake de in het wetsontwerp in aanmerking genomen beginselen rijzen allereerst moeilijkheden met betrekking tot de onderlinge samenhang tussen de parketten-generaal en de parketten van eerste aanleg. Hoe het federale parket en de andere niveaus van het openbaar ministerie zich tegenover elkaar verhouden, is dan weer voldoende duidelijk. Anders is het daarentegen gesteld met de verhouding tussen de parketten-generaal (artikel 7) en de parketten van eerste aanleg (artikel 11), waarover het best meer klaarheid wordt geschapen. Het ware immers aangewezen interne tegenstrijdigheden uit het ontwerp te bannen. De bedoeling van een federaal parket is het vervolgingsbeleid in een specifieke aangelegenheid te coördineren en coherent te maken.

Naast die instantie genieten alle arrondissementsparketten een volledige vrijheid van handelen. Dat zou in tegenspraak zijn met wat de voorstanders van deze hervorming op het oog hadden. Bijgevolg moet werk worden gemaakt van een inhoudelijke bijsturing van artikel 7, dat met name bepaalt dat de procureurs-generaal binnen hun rechtsgebied zorgen voor « de onder hun leiding coherente uitwerking en coördinatie van het strafrechtelijk beleid ». De procureurs-generaal spelen zowel in als buiten het college van procureurs-generaal een rol in de uitwerking van een strafrechtelijk beleid; in hun eigen rechtsgebied is dan weer zeer een praktische taak voor hen weggelegd, met name de controle op de concrete toepassing van dat strafrechtelijk beleid. Die taak behelst een concrete controlebevoegdheid op wat zich in de arrondissementen afspeelt.

La loi qui viendra déterminer ce pouvoir devra tenir compte de cette cohérence minimale assurée par les parquets généraux. Le dernier alinéa de l'article 11 prévoit quant à lui, que le procureur du Roi dans l'exercice vertical de l'action publique peut déléguer sa compétence aux parquets généraux. Cet élément répond à la critique selon laquelle les substituts du procureur du Roi allaient voyager dans l'ensemble du ressort, ce qui risquait d'entraîner une grande désorganisation. Ce dernier alinéa permet donc au procureur du Roi de déléguer sa compétence devant la cour d'appel au parquet général.

Il permet également l'inverse, c'est-à-dire que le procureur du Roi peut requérir des magistrats du parquet général pour exercer l'action publique devant les juridictions d'arrondissement. Ce texte ne peut cependant en arriver à vider de sa substance le parquet général et par conséquent, empêcher le parquet général d'exercer sa mission prévue à l'article 7. On doit dès lors réussir à opérer une articulation sur le terrain afin d'éviter que ces deux articles ne s'annulent mutuellement. Il faut affirmer la mission de contrôle par le procureur général car l'application stricte du dernier alinéa de l'article 11 pourrait conduire à ce que différents procureurs requièrent des magistrats du parquet général dans leur parquet d'instance entraînant de la sorte la paralysie du parquet général.

En ce qui concerne l'auditorat économique, fiscal et social, M. Giet observe la volonté de la réforme d'appliquer au niveau de l'arrondissement qui se passe actuellement au niveau du ressort. L'auditorat général du travail et le parquet général sont tous deux dans la même structure puisque tous deux sont sous l'autorité du procureur général. À sa connaissance, la collaboration entre ces deux sections au niveau du parquet d'appel, n'a pas posé de graves problèmes depuis 1970. Il faut garder cela à l'esprit d'autant plus que rien d'autre n'est prévu dans la réforme.

Le projet de loi règle aussi les conflits de compétence entre le parquet de droit commun et l'auditorat du travail en matière de poursuites pénales. Certaines juridictions, à tort ou à raison, ont été amenées à annuler des poursuites pour ce type de problème. Cette réforme règle cette difficulté de compétence tant en regroupant de façon cohérente la politique criminelle qui se rapporte au concept de l'entreprise, c'est-à-dire le droit pénal social et le droit pénal économique.

Les infractions constatées dans ce domaine ne sont que des facettes différentes de la même réalité écono-

In de wet ter omschrijving van die bevoegdheid zal rekening moeten worden gehouden met die door de parketten-generaal gewaarborgde minimale coherentie. Het laatste lid van artikel 11 bepaalt dan weer dat de procureur des Konings zijn bevoegdheden, in het raam van de verticale uitoefening van de strafvordering, kan overdragen aan de parketten-generaal. Een en ander vormt een antwoord op de kritiek volgens welke de substituten van de procureur des Konings het hele rechtsgebied zouden hebben moeten afreizen, waardoor de organisatie in het honderd dreigde te lopen. Bijgevolg verleent dat laatste lid de procureur des Konings de mogelijkheid zijn bevoegdheid voor het hof van beroep aan het parket-generaal over te dragen.

Ook het omgekeerde zou mogelijk worden, met name dat de procureur des Konings magistraten van het parket-generaal kan verzoeken in zijn plaats de strafvordering voor de rechtbanken van de arrondissementen uit te oefenen. Die tekst mag evenwel niet leiden tot de uitholling van het parket-generaal, dat dan onmogelijk nog zijn bij artikel 7 bepaalde opdracht zou kunnen uitoefenen. Daarom moet een goede samenhang op het terrein hoe dan ook tot een goed einde worden gebracht, zodat kan worden voorkomen dat beide artikelen elkaar opheffen. De controlebevoegdheid van de procureur-generaal moet worden bevestigd, aangezien de strikte toepassing van het laatste lid van artikel 11 ertoe zou kunnen leiden dat verschillende procureurs de magistraten van het parket-generaal zouden inschakelen voor opdrachten in het raam van hun eigen parket van eerste aanleg, waardoor het parket-generaal als het ware wordt verlamd.

Wat het economisch, fiscaal en sociaal auditoraat betreft, stelt de heer Giet vast dat de hervormingen uiting geven aan het streven om wat momenteel op het vlak van het rechtsgebied plaatsgrijpt, ook op de arrondissementen toe te passen. Het arbeidsauditoraat-generaal en het parket-generaal maken beide deel uit van dezelfde structuur, omdat zij beide onder het gezag van de procureur-generaal vallen. Voorzover hij weet, werken die twee afdelingen van het parket bij de rechtbanken van beroep sinds 1970 zonder noemenswaardige problemen samen. Dat aspect mag niet worden veronachtzaamd, temeer daar de hervorming op dat vlak geen andere oplossingen aanreikt.

Het wetsontwerp regelt ook de bevoegdheidsconflicten tussen het parket van gemeen recht en het arbeidsauditoraat op het vlak van strafrechtelijke vervolging. Sommige rechtscolleges hebben terecht of ten onrechte beslist vervolging wegens dat soort van problemen te vernietigen. Deze hervorming regelt dat bevoegdheidsknelpunt door het strafrechtelijk beleid in verband met het concept onderneming, dat wil zeggen het sociaal strafrecht en het economisch strafrecht, op coherente wijze te groeperen.

Overtredingen die in die sfeer worden vastgesteld zijn slechts verschillende aspecten van dezelfde eco-

mique, c'est-à-dire l'entreprise. Il s'agit donc d'un regroupement cohérent.

M. Giet souligne qu'il y a exclusivité de cette nouvelle section en ce qui concerne les missions civiles actuelles de l'auditorat du travail à savoir la sécurité sociale et le contentieux des centres publics d'aide sociale (minimex, aide sociale) et la législation relative aux handicapés.

Par ailleurs, le projet de loi met en place une priorité pour les membres de cette section pour exercer l'action publique devant les juridictions pénales dans les matières qui ressortent actuellement de l'auditorat du travail et dans les matières qui sont de la compétence du tribunal de commerce. Il est important d'avoir pu préciser cette priorité.

Enfin, cet auditorat aura un cadre propre. Certes, les auditorats actuels ont déjà leur cadre et donc, le moins que l'on puisse faire est de maintenir dans cette section le cadre des auditorats. Devant le regroupement de compétences, il convient aussi d'apporter des moyens nouveaux. Quels sont dès lors les projets du ministre à ce propos ? Des concertations ont-elles lieu avec les chefs de corps ? Enfin, en ce qui concerne les auditorats du travail, des mesures transitoires devront également être prévues.

L'orateur formule une dernière observation quant à l'installation d'un parquet fédéral. La commission d'enquête parlementaire sur les tueries du Brabant avait formulé une recommandation à ce propos.

Personnellement, il est extrêmement prudent quant à l'évolution que pourrait connaître ce parquet fédéral. Sans aucun doute, le fait de coordonner l'action publique dans certains types de dossier est une nécessité incontestable. En même temps, le danger que représente l'unicité de la décision au niveau de la concentration des pouvoirs est réel. Dès lors, si sur le principe d'un parquet fédéral, l'intervenant n'a pas de difficulté, il estime qu'il faudra être très prudent lors de l'élaboration de la loi qui viendra concrétiser sa mission.

*
* *

M. Verherstraeten considère que le projet de loi vient donner une nouvelle chance au ministère public.

Actuellement, on constate en effet une grande désaffection des candidats pour le ministère public. Cette situation est due incontestablement à la trop stricte hiérarchie qui y règne mais aussi au peu de moyens dont il dispose.

nomische realiteit, namelijk de onderneming. Het gaat dus om een coherente groepering.

De heer Giet onderstreept dat die nieuwe afdeling als enige bevoegd is met betrekking tot de huidige civielrechtelijke opdrachten van het arbeidsauditoraat, namelijk de sociale zekerheid, de geschillen in verband met de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (bestaansminimum, maatschappelijke dienstverlening) en de wetgeving inzake gehandicapten.

Overigens stelt het wetsontwerp ten aanzien van de leden van die afdeling een prioriteit in voor de uitoefening van de strafvordering voor de strafgerechten in de aangelegenheden die op dit moment onder de bevoegdheid van het arbeidsauditoraat vallen en in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de rechtbank van koophandel behoren. Het is belangrijk dat die prioriteit gepreciseerd kon worden.

Ten slotte zal dit auditoraat over een eigen personeelsformatie beschikken. De huidige auditoraten hebben echter al hun formatie en men kan dus op zijn minst in deze afdeling de formatie van de auditoraten behouden. Aangezien de bevoegdheden gegroepeerd worden, moeten ook nieuwe middelen ter beschikking worden gesteld. Wat zijn derhalve de plannen van de minister op dat vlak ? Heeft overleg plaats met de korpschefs ? Ten slotte zullen ook voor de arbeidsauditoraten overgangsmaatregelen moeten worden gepland.

De spreker formuleert een laatste opmerking met betrekking tot de oprichting van een federaal parket. De parlementaire onderzoekscommissie naar de Bende van Nijvel had daarover een aanbeveling geformuleerd.

Hij is persoonlijk bijzonder voorzichtig met betrekking tot de evolutie die dat federaal parket zou kunnen doormaken. Ongetwijfeld is de coördinatie van de strafvordering in bepaalde soorten van dossiers een absolute noodzaak. Tegelijkertijd bestaat een reëel gevaar dat door de concentratie van de macht de beslissingen slechts op één plaats genomen worden. De spreker heeft derhalve geen moeilijkheden met het principe van een federaal parket, maar hij is van mening dat voorzichtigheid aan de dag zal moeten worden gelegd bij het opstellen van de wet die de opdracht ervan concretiseert.

*
* *

De heer Verherstraeten meent dat het wetsontwerp het openbaar ministerie een nieuwe kans geeft.

Men stelt tegenwoordig immers vast dat kandidaten zich allerm minst aangetrokken voelen tot het openbaar ministerie. Die situatie is ongetwijfeld het gevolg van de te strikte hiërarchie die er heerst, maar ook van de beperkte middelen waarover het openbaar ministerie beschikt.

Ce projet de loi, en instaurant un plus grand travail d'équipe et une concertation à tous les niveaux, ouvre de nouvelles perspectives à des candidats compétents et ambitieux.

Par ailleurs, l'orateur est d'avis que les critiques et les craintes qui sont formulées à l'égard du parquet fédéral sont injustifiées. Tout d'abord, il se réjouit que les esprits ont encore mûri après les conclusions émises par la commission d'enquête parlementaire sur les tueries du Brabant. Les participants aux accords « Octopus » ont en effet tous été sans réserve d'accord avec le principe d'un parquet fédéral.

Ensuite, il n'y a pas lieu de craindre que le parquet fédéral vienne vider de sa substance les compétences des procureurs généraux. La plus grande partie des dossiers ne sera en effet pas traitée par le parquet fédéral vu que celle-ci n'est pas constituée de dossiers avec des implications internationales ou très complexes.

Par ailleurs, c'est à juste titre que le Sénat a prévu que le procureur fédéral ne faisait pas partie du collège des procureurs généraux. L'audition des magistrats au Sénat ainsi que les amendements qui y ont été votés ont permis d'améliorer le texte résultant des accords « Octopus ». Le parquet fédéral n'empiètera pas sur les attributions du parquet général, vu que chacun se voit attribuer des missions propres.

On ne peut par ailleurs affirmer que les parquets de première instance seront surchargés. À terme, ce projet permettra en effet d'éviter un double travail. On ne peut également négliger les extensions de cadre qui ont eu lieu au niveau des parquets ainsi que le fait que des membres du parquet général vont venir diriger des équipes de magistrats d'instance. Il faut aussi prendre en considération l'ambition qui veut qu'une partie de la politique criminelle, par exemple le contentieux de la circulation sans accident, soit soustrait au parquet pour recevoir un traitement uniquement administratif.

Enfin, le membre attire l'attention sur le fait que les sections économiques, sociales et financières ont reçu des garanties quant à leur autonomie et quant à leurs moyens. Une concertation est toujours prévue avec le procureur général. C'est sans doute cette concertation qui a le plus fait défaut par le passé.

En conclusion, M. Verherstraeten soutiendra ce projet de loi qui va dans la bonne direction.

*
* *

M. Barzin remarque que le présent projet de loi a pour objet de redistribuer les tâches au niveau des parquets en créant un parquet fédéral.

Door meer teamwerk en overleg op alle niveaus in te voeren opent dit wetsontwerp nieuwe perspectieven voor bekwame en ambitieuze kandidaten.

Bovendien is de spreker de mening toegedaan dat de kritiek en de vrees die worden uitgesproken in verband met het federaal parket onterecht zijn. In de eerste plaats is hij erover verheugd dat de mentaliteit geëvolueerd is na de besluiten van de parlementaire onderzoekscommissie over de Bende van Nijvel. De deelnemers aan het Octopusoverleg gingen immers allemaal zonder voorbehoud akkoord met het principe van een federaal parket.

Vervolgens is er geen reden om te vrezen dat het federaal parket de bevoegdheden van de procureurs-generaal zal uithollen. Het merendeel van de dossiers zal immers niet door het federaal parket behandeld worden, aangezien het niet gaat om dossiers die zeer ingewikkeld zijn of internationale implicaties hebben.

De Senaat heeft er overigens terecht voor gezorgd dat de federale procureur geen deel uitmaakt van het college van procureurs-generaal. De hoorzittingen met magistraten in de Senaat alsmede de amendementen die daar zijn aangenomen hebben het mogelijk gemaakt de tekst die uit de Octopus-akkoorden is voortgekomen te verbeteren. Het federaal parket zal de bevoegdheden van het parket-generaal niet aantasten, aangezien elk een eigen taak krijgt toegewezen.

Bovendien kan men niet stellen dat de parketten van eerste aanleg overladen zullen worden. Op termijn zal dit ontwerp het immers mogelijk maken te vermijden dat dubbel werk wordt geleverd. Evenmin kan voorbij worden gegaan aan de uitbreidingen die hebben plaatsgehad in de personeelsformatie van de parketten of aan het feit dat leden van het parket-generaal magistratenteams van lagere rechtbanken zullen gaan leiden. Men moet tevens rekening houden met het streven om een deel van het strafrechtelijk beleid, bijvoorbeeld de geschillen inzake wegverkeer zonder ongeval, te onttrekken aan het parket om daaraan een louter administratieve behandeling te geven.

Ten slotte vestigt het lid de aandacht op het feit dat de economische, sociale en financiële afdelingen waarborgen hebben gekregen omtrent hun autonomie en middelen. Steeds is voorzien in een overleg met de procureur-generaal. Dat overleg is ongetwijfeld wat in het verleden het meest ontbrak.

De heer Verherstraeten zal dan ook zijn steun geven aan dit wetsontwerp, dat in de goede richting gaat.

*
* *

De heer Barzin merkt op dat het onderhavige wetsontwerp ertoe strekt de taken van de parketten te herverdelen door een federaal parket op te richten.

En ce qui concerne la mobilité des membres du parquet prônée par le projet, celle-ci constitue déjà une des caractéristiques du parquet vu qu'il est indivisible. Néanmoins, par exemple en cas de nomination d'un procureur du Roi non issu de l'arrondissement, on constate actuellement que des problèmes d'intégration se posent. En conséquence, il lui semble qu'il sera indispensable de veiller au changement des mentalités. Il y a lieu aussi d'appréhender le principe de la mobilité sous l'angle de l'intérêt du justiciable. On a dit que si un dossier était traité en appel par la même personne, cela entraînerait un préjudice au niveau des droits de la défense. Cette affirmation peut également jouer dans l'autre sens. La mobilité qui est introduite par le projet donnera une plus grande liberté psychologique à l'égard des magistrats assis. Le projet de loi aurait également pu aller plus loin au niveau des symboles. Ainsi, à l'audience, le parquet reste au même niveau que les magistrats assis.

Les tâches du parquet ont été redistribuées par le projet. Il y aura lieu d'être attentif à la redistribution sur le terrain. C'est le pari à faire mais qui est tenable. Ce projet devra dès lors être également régulièrement évalué.

M. Barzin exprime le vœu que les textes législatifs qui devront être adoptés soient cohérents. À ce propos, il attire l'attention sur certaines dispositions légales qui devront être modifiées pour donner au procureur du Roi les compétences exercées jusqu'à présent par le procureur général, notamment :

- les articles 217 à 253, 457, 468 à 477 et d'autres articles du Code judiciaire comme les articles 343 ou 148;
- les articles 9, 27, 202, 205, 210, 274, 275, 277, 278 à 280, 281 et 282bis du Code d'instruction criminelle, ainsi que les articles relatifs aux affaires qui doivent être soumises au jury (217 à 406 et 465 à 478);
- certaines dispositions de lois particulières comme l'article 5, alinéa 2 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, certains articles de la loi sur la police judiciaire, l'article 125 du tarif criminel, certaines dispositions de la loi de défense sociale. Cette énumération n'est évidemment pas exhaustive.

*
* *

M. Landuyt constate qu'il s'agit sûrement d'un bon projet de loi puisque chacun en réclame la paternité. Tout n'est cependant pas encore réglé. Comme d'autres l'ont observé, on se trouve devant un projet de loi-cadre. Les auditions qui ont eu lieu au Sénat ainsi que la doctrine montrent qu'un important travail devra encore être réalisé, en particulier sur le

De door het ontwerp voorgestane mobiliteit van de leden van het parket vormt nu al een van de kenmerken van het parket, aangezien dit ondeelbaar is. Desalniettemin stelt men op dit moment vast, bijvoorbeeld bij de benoeming van een procureur des Konings die niet uit het arrondissement komt, dat zich integratieproblemen voordoen. Hij acht het bijgevolg noodzakelijk erop toe te zien dat er een mentaliteitswijziging komt. Ook moet het principe van de mobiliteit worden bekeken vanuit het gezichtspunt van de rechtzoekende. Er is gezegd dat als een dossier in hoger beroep door dezelfde persoon zou worden behandeld, dat de rechten van de verdediging zou schaden. Die bewering kan ook omgekeerd gelden. De mobiliteit die door het ontwerp wordt ingevoerd zal een grotere psychologische vrijheid ten opzichte van de magistraten van de zetel mogelijk maken. Het wetsontwerp had ook op het vlak van de symboliek verder kunnen gaan. Zo blijft tijdens de terechtzitting het parket op hetzelfde niveau als de magistraten van de zetel.

Het ontwerp voorziet in een nieuwe taakverdeling voor het parket. Men zal er moeten op toezien dat die herverdeling ook in de praktijk plaatsvindt. Het is een gok, maar wel één met een behoorlijke kans op slagen. Dit ontwerp zal derhalve ook geregeld moeten worden geëvalueerd.

De heer Barzin spreekt de wens uit dat de wetteksten die zullen moeten worden goedgekeurd, coherent zouden zijn. In dat verband vestigt hij de aandacht op een aantal wetsbepalingen die zullen moeten worden gewijzigd om de procureur des Konings de bevoegdheden te verlenen die tot dusver door de procureur-generaal werden uitgeoefend; daarbij gaat het onder meer over :

- de artikelen 217 tot 253, 457, 468 tot 477 en een aantal andere artikelen van het Gerechtelijk Wetboek, zoals de artikelen 343 of 148;
- de artikelen 9, 27, 202, 205, 210, 274, 275, 277 tot 280, 281 en 282bis van het Wetboek van strafvordering, alsmede de artikelen over de zaken die aan het oordeel van de jury moeten worden onderworpen (artikelen 217 tot 406 en 465 tot 478);
- sommige bijzondere wetsbepalingen zoals artikel 5, tweede lid, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, een aantal artikelen van de wet op de gerechtelijke politie, artikel 125 van het tarief in strafzaken, een aantal bepalingen van de wet betreffende het sociaal verweer. Het spreekt voor zich dat deze opsomming niet volledig is.

*
* *

De heer Landuyt constateert dat het zonder enige twijfel om een goed wetsontwerp gaat, want iedereen eist er het vaderschap van op. Alles is evenwel nog niet geregeld. Zoals ook anderen hebben opgemerkt, staan we hier voor een ontwerp van kaderwet. Uit hoorzittingen die in de Senaat hebben plaatsgevonden en uit de rechtsleer blijkt dat, inzonderheid in

terrain, afin que tout malentendu soit éliminé. Un planning d'exécution du présent projet de loi devrait dès lors être établi. Si on regarde l'histoire de la Justice en Belgique depuis les années 1990, de nombreux changements se sont produits.

Le plan de Pentecôte est maintenant entièrement exécuté. Le présent projet de loi-cadre constitue sans doute le nouveau plan pour les années à venir. À cet égard, le membre formule le vœu qu'il sera plus rapidement exécuté que le plan de Pentecôte.

Pour les historiens, il sera intéressant d'étudier l'évolution des idées de certains en matière de politique criminelle. Lors du plan de Pentecôte, le débat portait sur la restructuration du ministère public et sur la question de savoir si une seule politique criminelle était nécessaire en Belgique. À l'époque, on a reconnu qu'une politique criminelle doit être mise en place au niveau national. Les procureurs généraux doivent jouer un rôle à cet égard ainsi que le ministre de la Justice.

Pendant plusieurs années, une discussion a eu lieu quant au rôle que devait remplir le ministre de la Justice. Cette discussion est actuellement réglée.

L'affaire Dutroux a en effet mis la pression sur le monde politique et a abouti à l'affirmation claire que c'était le ministre de la Justice qui arrêtaient les directives de politique criminelle (loi du 4 mars 1997 instituant le collège des procureurs généraux et créant la fonction de magistrat national). Des tabous mal compris sont également tombés depuis 1990. Actuellement, on se trouve devant une nouvelle phase introduite pour partie par la seconde commission d'enquête parlementaire sur les tueurs du Brabant. Auparavant, certains avaient mis l'accent sur l'utilité des arrondissements judiciaires, d'autres, sur celle d'une politique nationale parlant à ce propos d'un parquet national ou fédéral. Cette divergence de vues a été résolue dans le rapport final de la commission d'enquête par la mise en avant d'un parquet fédéral même si un groupe politique ne pouvait encore partager cette vision. Cette dernière difficulté a cependant été résolue lors du deuxième rapport de la commission d'enquête sur les enfants disparus.

Actuellement, il règne une acceptation de ce concept même si tout le monde n'est pas encore d'accord sur toutes ses facettes. Il subsiste en effet un problème de mentalité et aussi d'élucidation de certains malentendus, même au sein du parlement. Par ailleurs, des incertitudes subsistent également dans l'exécution du projet de loi. Ainsi que l'ont fait remarquer le procureur général Schins et le procureur du Roi Berkvens, des décisions devront être encore prises en ce qui concerne d'éventuels conflits de compétence et la répartition du rôle de chacun. La crainte

het veld, nog heel wat werk zal moeten worden geleverd teneinde ieder misverstand uit de wereld te helpen. Voor dit wetsontwerp zou dan ook een uitvoeringsplan moeten worden uitgewerkt. Als men uit een historisch perspectief bekijkt hoe de justitie zich in België sinds 1990 heeft ontwikkeld, stelt men vast dat sindsdien heel wat veranderingen hebben plaatsgevonden.

Het Pinksterplan is thans volledig uitgevoerd. Dit ontwerp van kaderwet vormt ongetwijfeld het nieuwe plan voor de komende jaren. In dat verband spreekt het lid de wens uit dat het sneller aan uitvoering toe zal zijn dan het Pinksterplan.

Aan de studie over de wijze waarop de ideeën van sommigen inzake het strafrechtelijk beleid evolueren, zullen historici een hele kluit hebben. Ten tijde van het Pinksterplan ging het debat over de herstructurering van het openbaar ministerie en over de vraag of in België één enkel strafrechtelijk beleid noodzakelijk was. Destijds erkende men dat een strafrechtelijk beleid op nationaal vlak moet worden uitgestippeld. De procureurs-generaal alsmede de minister van Justitie moeten terzake een belangrijke rol spelen.

Jarenlang werd gedebatteerd over de vraag welke rol de minister van Justitie moet vervullen. Momenteel is dat debat afgerond.

De affaire-Dutroux heeft de politieke wereld immers onder druk gezet; zo kwam men uiteindelijk tot de duidelijke stelling dat de minister van Justitie de richtlijnen inzake het strafrechtelijk beleid uitstippelt (wet van 4 maart 1997 tot instelling van het college van procureurs-generaal en tot instelling van het ambt van nationaal magistraat). Sinds 1990 werden ook een aantal verkeerd begrepen taboes doorprikt. Momenteel staan we voor een nieuwe fase waartoe de aanzet voor een deel werd gegeven door de tweede parlementaire onderzoekscommissie naar de Bende van Nijvel. Voordien hadden sommigen de nadruk gelegd op het nut van de rechterlijke arrondissementen, anderen dan weer op het nut van een op nationaal vlak te voeren beleid, waarbij men het dan over een nationaal of federaal parket had. Die uiteenlopende meningen werden verzoend in het eindverslag van de onderzoekscommissie die voor een federaal parket pleitte, ook al kon één politieke fractie die zienswijze nog niet delen. Die tweede moeilijkheid werd echter weggewerkt in het tweede verslag van de onderzoekscommissie over de vermiste kinderen.

Momenteel heerst een algemene consensus rond dit concept, ook al is niet iedereen het met alle aspecten ervan eens. Er blijven immers een aantal problemen bestaan : er moet een mentaliteitsverandering plaatsvinden en een aantal misverstanden moeten — tot in het parlement — worden weggewerkt. Voorts bestaan nog een aantal onzekerheden rond de uitvoering van het wetsontwerp. Zoals procureur-generaal Schins en procureur des Konings Berkvens hebben opgemerkt, zullen nog een aantal beslissingen moeten worden genomen over eventuele be-

existe en effet que le projet ne mette en place de nouveaux conflits. Ces procureurs ont également posé la question de savoir si le législateur avait donné assez de temps à la nouvelle réalité créée par la loi du 4 mars 1997. Le membre est d'avis que le présent projet n'intervient pas trop rapidement dans la mesure où il constitue le point de départ d'une nouvelle structure suivant laquelle une vision nationale doit être possible. Par ailleurs, la structure du ministère public se distingue plus que par le passé de la structure selon laquelle les juges sont organisés. Cette dernière reste classique (première instance, appel et cassation) tandis que la structure du parquet se détache de cette pyramide puisque des magistrats du niveau d'appel vont devoir travailler avec ceux de première instance.

L'article de M. De Nauw intitulé « *De verticale integratie van het openbaar ministerie* » (RW 1998, pp. 444 à 446) est très révélateur puisque l'auteur y livre sa conviction profonde en la matière. Une des remarques de M. De Nauw porte sur la perte de temps en déplacement qu'entraînera l'intégration verticale. Pour M. Landuyt, cette remarque ne tient pas face au temps que l'on perd actuellement pour la seconde lecture du dossier. L'auteur dénonce également le nouveau rôle octroyé au procureur. L'orateur est d'avis que ceci constitue une erreur de compréhension. Le projet de loi rend en effet le rôle du procureur plus clair en ce sens qu'il va se trouver engagé pour partie dans un dossier et va devoir le défendre jusqu'en cour d'appel. L'auteur déplore enfin le fait que la même personne suivra le dossier en première instance et en appel, ce qui selon lui, rendra la tâche plus difficile à la cour. M. Landuyt ne peut ici également partager ce raisonnement.

En conséquence, il reste du travail pour traduire les principes déjà traduits dans le projet de loi. La discussion est cependant déjà affinée et portera dorénavant sur le rôle du procureur. Tout en annonçant qu'il votera ce projet de loi, le membre formule le vœu que dans la pratique, les mentalités changeront parallèlement.

*
* *

Le président, M. Verwilghen considère également que l'on se trouve dans un projet de loi qui met en place des principes. Il n'en règle cependant pas les détails. La seule question qu'il échet se poser est de savoir si l'intégration verticale du parquet permet

voegdheidsconflicten en over eenieders specifieke rol. De vrees bestaat immers dat het ontwerp aanleiding geeft tot nieuwe conflicten. Voormelde procureurs hebben ook de vraag gesteld of de wetgever genoeg tijd had gegeven om de nieuwe wet van 4 maart 1997 in de praktijk toe te passen. Het lid is van mening dat dit ontwerp niet overhaast tot stand is gekomen : het geeft immers de aanzet tot de uitbouw van een nieuwe structuur die ons in staat moet stellen de zaken op nationaal vlak te bekijken. Voorts verschilt de structuur van het openbaar ministerie meer dan in het verleden van de structuur volgens welke de rechters zijn georganiseerd. Die laatste blijft klassiek (eerste aanleg, beroep en cassatie), terwijl de structuur van het parket uit die piramide wordt gelicht, aangezien magistraten van het beroepsniveau met magistraten van eerste aanleg moeten gaan samenwerken.

Het artikel van de heer De Nauw, met als titel : « *De verticale integratie van het openbaar ministerie* » (RW 1998, blz. 444 tot 446) is zeer verhelderend op dat punt, aangezien de auteur daarin zijn diepe overtuiging over die aangelegenheid blootlegt. Een van de opmerkingen van de heer De Nauw heeft betrekking op het feit dat de verticale integratie tot gevolg heeft dat dienstreizen tot heel wat tijdverlies leiden. Volgens de heer Landuyt snijdt die opmerking geen hout als men kijkt naar de tijd die momenteel voor de tweede lezing van het dossier verloren gaat. De indiener stelt tevens de nieuwe aan de procureur toegekende rol aan de kaak. De spreker is van mening dat hier sprake is van een misverstand. Het wetsontwerp maakt de rol van de procureur immers doorzichtiger, want de procureur zal voor een deel persoonlijk nauwer bij het dossier betrokken zijn en zal het tot in het hof van beroep moeten verdedigen. Tot slot betreurt de indiener het feit dat dezelfde persoon het dossier in eerste aanleg en tijdens de procedure in hoger beroep volgt, wat, volgens hem, de taak van het hof zal bemoeilijken. Met dat standpunt kan de heer Landuyt evenmin zijn instemming betuigen.

Er is derhalve nog heel wat werk aan de winkel om de reeds in het wetsontwerp opgenomen principes in de praktijk om te zetten. De discussie raakt echter reeds detailsaspecten en zal voortaan over de rol van de procureur gaan. Het lid kondigt aan dat hij dit wetsontwerp zal goedkeuren, maar spreekt tevens de wens uit dat in de praktijk terzelfder tijd een mentaliteitsverandering zou plaatsvinden.

*
* *

Ook de voorzitter, de heer Verwilghen, gaat ervan uit dat men hier te doen heeft met een wetsontwerp dat een aantal principes poneert. De details regelt het echter niet. Het enige wat men zich kan afvragen, is of de verticale integratie van het parket het

d'atteindre les conclusions émises par les récentes commissions d'enquête parlementaire.

Il a été dit que la justice pénale était basée sur trois grands piliers à savoir la politique criminelle, la fixation du taux de la peine et l'exécution de la peine. L'orateur est d'avis que le présent projet permet de structurer la politique criminelle afin qu'elle s'applique de façon uniforme à l'ensemble du pays. La tâche qui est confiée aux procureurs généraux est dès lors des plus importantes. Par le système du mandat, l'apport de nouvelles idées sera rendu possible.

L'extension des parquets devrait pouvoir conduire à attirer des personnes qui ne sont pas juristes. On a parlé du rôle des parquets en dehors des tribunaux. Dans le travail d'équipe qui est projeté, la présence de non juristes permettrait un regard complet sur le dossier en raison de leurs compétences particulières (experts, médecins légistes, ...).

Le projet n'introduit pas une centralisation totale du parquet mais essaie de mettre en place une unité, certes segmentée, qui n'existe actuellement pas. En établissant par ressort une politique criminelle, on peut arriver à une unité.

L'orateur remarque par ailleurs qu'un contact a été pris avec le terrain. Des auditions ont eu lieu. Cependant, de nombreuses lois d'exécution doivent encore être adoptées. Pour ce faire, une concertation doit avoir lieu avec les magistrats du terrain. Ce sera aussi le moyen pour convaincre la magistrature, pour changer sa mentalité et pour obtenir sa collaboration.

Des observations ont été faites quant à la charge de travail devant laquelle les parquets seront confrontés. Cette charge peut être évaluée et recevoir le cas échéant, une meilleure gestion.

Le caractère hiérarchique du ministère public tombe également pour partie dans cette intégration verticale. Tout comme pour la magistrature assise, M. Verwilghen plaide pour l'instauration d'une carrière plane au sein du ministère public.

Il ressort aussi des conclusions de la commission d'enquête parlementaire sur les enfants disparus que des stratégies anti-corruption comportant un aspect préventif et un aspect répressif doivent être mises en place. Si ces stratégies paraissent évidentes pour les services de police, elles doivent également être instaurées pour les services des parquets. Ces personnes doivent également pouvoir accomplir leur travail en toute indépendance.

On a dit que les droits de la défense pourraient être lésés si c'était le même magistrat qui suivait le dossier jusqu'en degré d'appel. L'orateur rappelle que le droit d'appel, à l'opposé d'autres droits, n'est pas garanti dans une convention internationale.

mogelijk zal maken de in de conclusies van de jongste parlementaire onderzoekscommissies verwoorde doelstellingen te halen.

Er werd gesteld dat het strafbedelingssysteem op drie grote pijlers was gebaseerd : het strafrechtelijk beleid, de bepaling van de straftoemeting en de strafuitvoering. De spreker is van mening dat het strafrechtelijk beleid dankzij dit ontwerp zal kunnen worden gestructureerd zodat het op eenvormige wijze in het hele land wordt toegepast. De aan de procureurs-generaal opgedragen taak is derhalve van het hoogste belang. De mandaatregeling zal de inbreng van nieuwe ideeën mogelijk maken.

De uitbreiding van de parketten zou ertoe moeten kunnen leiden dat ook niet-juristen worden agetrokken. Men heeft het gehad over de rol van de parketten buiten de rechtbanken. In het teamwerk dat in uitzicht wordt gesteld, zou de aanwezigheid van niet-juristen, gelet op hun specifieke vaardigheden (deskundigen, wetsdokters, ...) een totaalvisie op het dossier mogelijk maken.

Het ontwerp voert geen algehele centralisatie van het parket in, maar poogt tot een — weliswaar in segmenten opgedeelde — eenheid te komen die thans onbestaande is. Door per ambtsgebied een strafrechtelijk beleid in te voeren, kan men tot die eenheid bewerkstelligen.

De spreker merkt voorts op dat contact met de veldwerkers werd opgenomen. Er hebben hoorzittingen plaatsgevonden. Nochtans moeten nog tal van uitvoeringswetten worden goedgekeurd. Daartoe is overleg met de magistraten in het veld noodzakelijk. Dat zal ook het middel zijn om de magistratuur te overtuigen, om haar van mentaliteit te doen veranderen en om haar samenwerking te verkrijgen.

Er werden een aantal opmerkingen gemaakt over de werklast waaronder de parketten gebukt gaan. Die werklast kan worden geëvalueerd en desnoods optimaler worden beheerd.

Ook het hiërarchische karakter van het openbaar ministerie zal gedeeltelijk wegvallen en in die verticale integratie opgaan. Net als voor de zittende magistratuur, pleit de heer Verwilghen voor de invoering van een vlakke loopbaan voor het openbaar ministerie.

Uit de conclusies van de parlementaire onderzoekscommissie over de vermiste kinderen blijkt ook dat concrete anti-corruptiestrategieën moeten worden toegepast die een preventief en een repressief aspect omvatten. Soortgelijke strategieën lijken misschien wel evident voor de politiediensten, maar ze moeten ook voor de parketdiensten worden ingevoerd. Deze mensen moeten hun werk ook in alle onafhankelijkheid kunnen doen.

Men heeft opgeworpen dat de rechten van de verdediging zouden kunnen worden geschaad als dezelfde magistraat het dossier tot op het niveau van hoger beroep volgde. De spreker wijst erop dat het recht op hoger beroep, in tegenstelling tot andere rechten, niet in een internationale overeenkomst wordt gewaarborgd.

En ce qui concerne les auditorats du travail, il lui paraît qu'on a peut-être raté une chance de voir le parquet comme un ensemble avec plusieurs sections. Il a le sentiment qu'il existait une certaine réticence notamment de la part des auditorats du travail.

En conclusion, M. Verwilghen considère que le présent projet apporte par l'intégration verticale du ministère public, une des nouveautés les plus importantes dans le système judiciaire. Des précisions devront encore être apportées et, en tout état de cause, une évaluation permanente devra être faite par le législateur.

2. Réponses du ministre de la Justice

1. *Intégration horizontale du ministère public*

L'intégration des auditorats du travail dans les parquets de première instance se fera tout en préservant la spécialisation. En principe, chaque parquet d'arrondissement disposera d'une section socio-économico-financière distincte. Il peut y avoir un seul auditorat pour plusieurs arrondissements.

Le ministre veillera à ce que ces sections disposent de moyens suffisants pour accomplir normalement leur mission.

Le ministre estime également que, pour diminuer le volume de travail des parquets, certaines tâches peuvent être soustraites à leurs compétences.

Une initiative législative sera prise en la matière.

2. *Intégration verticale du ministère public*

Le fait que le procureur général ne pourra plus intervenir dans des dossiers individuels ne l'empêchera pas d'exercer une fonction de contrôle et de surveillance. Il pourra en revanche se concentrer sur sa mission de coordination, de contrôle et de soutien des parquets de première instance.

La fonction de procureur général acquerra dès lors une nouvelle dimension.

Dans leur ressort, les parquets généraux devront veiller scrupuleusement au respect par les parquets de première instance des directives générales de politique criminelle.

Cette fonction est très importante, étant donné que les dossiers individuels ne seront plus examinés que par les parquets de première instance.

Le ministre est conscient que les parquets généraux doivent continuer de disposer du personnel et des moyens suffisants pour mener à bien cette mission.

La proposition d'inclure des non-juristes dans un « pool » de magistrats du parquet est une proposition intéressante.

Wat de arbeidsauditoraten betreft, heeft hij de indruk dat men misschien een kans heeft verkeken om het parket te zien als één geheel met diverse afdelingen. Hij had het gevoel dat er, met name vanwege de arbeidsauditoraten, enige terughoudendheid te bespeuren viel.

De heer Verwilghen besluit met te stellen dat dit ontwerp, door de verticale integratie van het openbaar ministerie, een van de belangrijkste nieuwe elementen in het gerechtelijk systeem inbrengt. Er zullen nog preciseringen moeten worden aangebracht en in elk geval zal de wetgever een permanente evaluatie dienen te maken.

2. Antwoorden van de minister van Justitie

1. *Horizontale integratie van het openbaar ministerie*

De integratie van de arbeidsauditoraten in de parketten van eerste aanleg zal gebeuren met behoud van de specialisatie. In principe zal elk arrondissementsparket over een aparte sociaal-economisch-financiële afdeling beschikken. Er kan ook slechts één auditoraat bestaan voor meerdere arrondissementen.

De minister zal erover waken dat deze afdelingen voldoende middelen krijgen om hun opdracht normaal uit te voeren.

De minister is het ermee eens dat — om de werklast van de parketten te verminderen — sommige taken aan de bevoegdheid van de parketten kunnen worden onttrokken.

Terzake zal een wetgevend initiatief worden genomen.

2. *Verticale integratie van het openbaar ministerie*

Het feit dat de procureur-generaal niet meer in individuele dossiers zal kunnen tussenkomen, verhindert hem niet om controle en toezicht uit te oefenen. Hij kan zich integendeel concentreren op zijn opdracht van coördinatie, toezicht en ondersteuning van de parketten van eerste aanleg.

De functie van procureur-generaal zal hierdoor een nieuwe dimensie krijgen.

De parketten-generaal zullen er binnen hun rechtsgebied nauwlettend moeten op toezien dat de algemene richtlijnen inzake strafrechtelijk beleid door de parketten van eerste aanleg worden nageleefd.

Dit is zeer belangrijk aangezien de individuele dossiers nog enkel door parketten van eerste aanleg zullen worden onderzocht.

De minister is er zich van bewust dat de parketten-generaal over voldoende mensen en middelen moeten blijven beschikken om deze opdracht op een behoorlijke wijze te vervullen.

Het voorstel om in een « pool » van parketmagistraten niet-juristen op te nemen is een aantrekkelijk voorstel.

L'apport de spécialistes est sans conteste un élément positif, mais il faudra vérifier en premier lieu si cette formule est compatible avec le principe de l'indépendance des magistrats.

À la question concernant le statut des magistrats des parquets généraux qui exerceront leurs fonctions au sein de parquets de première instance, le ministre répond que tous les droits de ces magistrats seront intégralement garantis.

L'affirmation selon laquelle le traitement intégral d'une affaire par le même magistrat du parquet ne permettra pas de gagner du temps est sans fondement.

Une section « appel » sera maintenue au sein des cours d'appel. On fera également appel à ces magistrats pour permettre de faire face à l'augmentation de la charge de travail des parquets de première instance.

Il est également prévu d'apporter un soutien administratif aux magistrats du parquet en engageant des juristes.

Il est faux de prétendre que cette réforme sera préjudiciable au respect des droits de la défense.

Le fait qu'une affaire à juger en appel soit ou non traitée par le même magistrat du parquet n'influencera en aucune manière le jugement de la cour d'appel.

3. *Le parquet fédéral*

Les phénomènes susceptibles de relever de la compétence du parquet fédéral seront circonscrits par la loi.

Le parquet fédéral disposera, pour les affaires qui y ont trait, d'un droit d'évocation qui permettra de mettre un terme aux conflits de compétence qui opposaient précédemment les parquets de première instance.

Un parquet de première instance pourra également demander qu'une affaire soit traitée par le parquet fédéral.

Les principes qui régiront la relation entre le parquet fédéral et les parquets de première instance seront fixés.

Le collège exercera donc une évaluation sur la politique menée par le parquet fédéral. Le procureur fédéral devra se conformer aux directives globales du collège.

C'est ainsi que l'article 143bis, § 3, alinéa 3, proposé du Code judiciaire (article 5 du projet de loi) dispose que « le collège des procureurs généraux évalue (...) la manière dont le procureur fédéral exerce ses compétences et le fonctionnement du parquet fédéral ».

C'est pourquoi il n'était pas non plus opportun de faire siéger le procureur fédéral au sein du collège des procureurs généraux.

Le Sénat a bien fait d'adapter la proposition de loi en ce sens.

De ondersteuning door specialisten is ongetwijfeld een positief element maar er zal in de eerste plaats moeten worden nagegaan of dit verenigbaar is met het beginsel van onafhankelijkheid van de magistraten.

Op de vraag betreffende het statuut van de magistraten van de parketten-generaal die in de parketten van eerste aanleg zullen worden tewerkgesteld, antwoordt de minister dat alle rechten van deze magistraten volledig worden gevrijwaard.

De bewering dat de integrale afhandeling van een zaak door dezelfde parketmagistraat geen tijdswinst zal opleveren, is ongegrond.

Er zal in de hoven van beroep een sectie « beroep » behouden blijven. Deze magistraten zullen mee ingezet worden ten behoeve van de parketten van eerste aanleg om de verhoging van de werkdruk op te vangen.

Bovendien wordt in een administratieve ondersteuning van de parketmagistraten voorzien door de indienstneming van juristen.

Dat door deze hervorming de rechten van verdediging minder gewaarborgd zouden zijn, is onjuist.

Of een zaak in hoger beroep al dan niet door dezelfde parketmagistraat wordt afgehandeld, beïnvloedt op geen enkele wijze de uitspraak van het hof van beroep.

3. *Federaal parket*

De criminele fenomenen die tot de bevoegdheid van het federaal parket kunnen behoren, zullen wetelijk worden afgebakend.

Het federaal parket zal voor de zaken die hierop betrekking hebben een evocatierecht hebben waardoor een einde kan worden gesteld aan vroegere bevoegdheidsconflicten tussen de parketten van eerste aanleg.

Een parket van eerste aanleg zal ook kunnen vragen dat een zaak door het federaal parket wordt behandeld.

De principes die de verhouding tussen het federaal parket en de parketten van eerste aanleg zullen beheersen, zullen worden vastgelegd.

Het college zal dus het door het federaal parket gevoerde beleid evalueren. De federale procureur zal zich moeten inschrijven in de globale beleidslijnen van het college.

Het voorgestelde artikel 143bis, § 3, 3^e lid, van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 5 van het wetsontwerp) bepaalt aldus : « het college van procureurs-generaal evalueert, ..., de wijze waarop de federale procureur zijn bevoegdheden uitoefent en de werking van het federaal parket ».

Vandaar dat het ook niet opportuun was om de federale procureur deel te laten uitmaken van het college van procureurs-generaal.

De Senaat heeft er goed aan gedaan het wetsvoorstel in die zin aan te passen.

La crainte que le parquet fédéral s'approprie tous les dossiers importants et intéressants est dénuée de fondement.

La surveillance par évaluation exercée par le collège des procureurs généraux devrait permettre de prévenir tout conflit entre le parquet fédéral et les parquets de première instance.

Le ministre souligne que le parquet fédéral se composera de magistrats fédéraux dont les magistrats nationaux existants.

Ces magistrats pourront définir de manière effective la politique criminelle et à la politique des poursuites.

On ignore encore de combien de magistrats le parquet fédéral pourra exactement disposer.

4. *Carrière plane des magistrats du parquet*

Une proposition relative à l'organisation d'une carrière plane pour les magistrats du parquet est en cours d'élaboration. Les partis associés à la concertation octopartite seront incessamment appelés à se prononcer sur cette proposition.

Grâce à cette mesure, il sera désormais superflu qu'un magistrat du parquet sollicite une fonction auprès du siège pour pouvoir faire carrière.

5. *Conseil des procureurs du Roi*

Conformément à l'article 12 du projet de loi, le conseil des procureurs du Roi donnera des avis au Collège des procureurs généraux sur l'harmonisation et l'application uniforme des dispositions et sur toute question en rapport avec les missions du ministère public.

Aucun conflit de compétence ne peut par conséquent surgir entre les deux instances, puisque l'une d'elle donne des avis et l'autre décide.

6. *Exécution du projet de loi*

Le ministre est convaincu que la magistrature doit être restructurée pour pouvoir assumer ses missions plus efficacement.

Le projet de loi à l'examen doit contribuer à cette restructuration, mais la collaboration des magistrats s'avérera également nécessaire.

Le ministre est conscient que des points de vue différents subsisteront toujours à l'égard de certaines structures et idées nouvelles.

Des efforts importants ont toutefois été accomplis ces dernières années pour concilier ces points de vue divergents.

Ces efforts devront être poursuivis. Une partie de la magistrature est d'ores et déjà largement disposée à contribuer à la réussite des réformes. D'autres magistrats devront encore être convaincus.

Il est nécessaire de soigner la qualité de la communication avec le pouvoir judiciaire.

De vrees dat het federaal parket alle belangrijke en interessante dossiers naar zich toe zou trekken, is ongegrond.

Het toezicht door evaluatie van het college van procureurs-generaal moet conflicten tussen het federaal parket en de parketten van eerste aanleg kunnen voorkomen.

De minister wijst erop dat het federaal parket zal bestaan uit federale magistraten onder wie de huidige nationaal magistraten.

Deze magistraten zullen aan de uitwerking van het strafrechtelijk en het vervolgingsbeleid effectief gestalte kunnen geven.

Over hoeveel magistraten het federaal parket precies zal kunnen beschikken, zijn er nog geen gegevens bekend.

4. *Vlakke loopbaan van de parketmagistraten*

Momenteel wordt een voorstel met betrekking tot de instelling van een vlakke loopbaan voor de parketmagistraten uitgewerkt. De partijen die bij het octopusoverleg betrokken zijn, zullen zich hierover binnenkort uitspreken.

Deze maatregel zal het overbodig maken dat een parketmagistraat nog naar een ambt bij de zetel moet solliciteren om carrière te kunnen maken.

5. *Raad van procureurs des Konings*

Overeenkomstig artikel 12 van het wetsontwerp zal de raad van procureur des Konings het college van procureurs-generaal adviseren over de harmonisatie en de uniforme toepassing van de regels en over de zaken die verband houden met de opdrachten van het openbaar ministerie.

Er kan dus geen sprake zijn van bevoegdheidsconflicten tussen de instantie die advies geeft en de instantie die beslist.

6. *Uitvoering van het wetsontwerp*

De minister is ervan overtuigd dat de magistratuur een nieuwe structuur nodig heeft om efficiënter te kunnen functioneren.

Onderhavig wetsontwerp moet dit helpen realiseren. Hiervoor is ook de medewerking van de magistraten nodig.

De minister beseft dat er wel altijd verschillende standpunten zullen blijven bestaan ten aanzien van bepaalde nieuwe structuren en concepten.

Maar in de voorbije jaren werden belangrijke inspanningen geleverd om die uiteenlopende visies met elkaar te verzoenen.

Dit proces zal moeten worden voortgezet. Bij een deel van de magistratuur is de wil om de hervormingen tot een goed einde te brengen reeds in ruime mate aanwezig. Anderen zullen hiervan nog moeten worden overtuigd.

Een goede communicatie met de rechterlijke macht is een noodzaak.

Le conseil consultatif de la magistrature peut y contribuer.

Le ministre précise ensuite que le projet de loi à l'examen est un projet de loi-cadre et que la concrétisation des principes de la réforme qu'il initie nécessitera l'adoption de nombreuses lois d'exécution (notamment pour définir les missions du parquet fédéral, pour adapter le fonctionnement des juridictions d'instruction à la création du parquet fédéral).

Diverses initiatives législatives seront prises d'ici peu (notamment en ce qui concerne la suppression des auditorats militaires).

Un groupe de travail, placé sous la direction des professeurs Masset et Verstraeten, a été constitué pour préparer ce travail législatif.

Les signataires de l'accord octopartite établiront également un calendrier sur la base des propositions du groupe de travail.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

L'article 1^{er} ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 2

L'article 2 ne donne lieu à aucune observation et est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 3

L'article 3 ne donne lieu à aucune observation et est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 4

M. Laeremans demande pourquoi la dénomination « procureur général fédéral » a été changée en « procureur fédéral » par la commission de la Justice du Sénat.

Le ministre souligne que par suite d'un amendement adopté par le Sénat, le procureur fédéral ne fera pas partie du collège des procureurs généraux.

Il fallait dès lors modifier la dénomination afin d'éviter toute association avec le collège précité.

Le président estime qu'il est bon que le procureur fédéral ne puisse pas être membre du collège.

Les procureurs généraux sont chargés de la surveillance et de la coordination de la politique pénale

De adviesraad van de magistratuur kan hiertoe bijdragen.

De minister preciseert vervolgens dat onderhavig wetsontwerp een kaderwet is en dat talrijke uitvoeringswetten nodig zullen zijn om de beginselen van deze hervorming te concretiseren (onder meer het vastleggen van de opdrachten van het federaal parket, het aanpassen van de werking van de onderzoeksgerechten aan de invoering van het federaal parket).

Op korte termijn zullen verscheidene wetgevende initiatieven worden genomen (onder meer ook met betrekking tot de afschaffing van de krijgsauditoraten).

Om dit wetgevende werk voor te bereiden werd een werkgroep opgericht onder leiding van de professoren Masset en Verstraeten.

De Octopuspartners zullen op basis van de voorstellen van de werkgroep eveneens een tijdschema vastleggen.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Artikel 1 wordt zonder opmerkingen eenparig aangenomen.

Art. 2

Artikel 2 wordt zonder bespreking aangenomen met 9 stemmen en 1 onthouding.

Art. 3

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 4

De heer Laeremans vraagt waarom de benaming « federale procureur-generaal » door de senaatscommissie voor de Justitie gewijzigd werd in « federale procureur ».

De minister wijst erop dat de federale procureur, ingevolge de amendering in de Senaat, geen deel zal uitmaken van het college van procureurs-generaal.

Dientengevolge diende de benaming te worden aangepast om elke associatie met het college van procureurs-generaal te voorkomen.

Dat de federale procureur geen lid van het college kan zijn is volgens *de voorzitter* een goede zaak.

De procureurs-generaal zijn belast met het toezicht op en de coördinatie van het strafrechtelijk

dans leur ressort, alors que le procureur fédéral exerce l'action publique.

Le procureur fédéral est bien placé pour donner des avis au collège dans certaines matières, mais il est préférable, eu égard à la nature de sa mission, qu'il n'en fasse pas partie.

M. Laeremans infère du texte que le procureur fédéral a une fonction de liaison. Il peut assister tant aux réunions du conseil des procureurs du Roi qu'à celles du collège des procureurs généraux.

L'intervenant souligne que l'on attend d'ailleurs de lui qu'il assiste systématiquement aux réunions du collège, étant donné qu'il doit veiller à la parité linguistique.

*
* *

L'article 4 est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 5

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 6

Le président propose de remplacer, dans le texte néerlandais de l'article 144bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, proposé, du Code judiciaire, les mots « *die onmiddellijk onder zijn toezicht en leiding staan* » par les mots « *onder zijn onmiddellijke leiding en toezicht* ».

Dans le texte français du même alinéa, il y a lieu de remplacer les mots « sous sa surveillance et sa direction immédiate » par les mots « sous sa direction et surveillance immédiates ».

Une modification analogue devrait être opérée dans le texte français de l'article 144bis, § 1^{er}, dernier alinéa.

La commission marque son accord sur ces modifications.

M. Laeremans demande où sera établi le siège du parquet fédéral.

Le ministre répond que l'article 18 prévoit que ce sera à Bruxelles.

L'objectif est que ces nouvelles structures deviennent opérationnelles aussi vite que possible et de préférence avant la fin de la législature.

*
* *

L'article 6, ainsi corrigé, est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

beleid in hun rechtsgebied terwijl de federale procureur de strafvordering uitoefent.

De federale procureur is goed geplaatst om het college te adviseren inzake bepaalde aangelegenheden maar gelet op de aard van zijn opdracht behoort hij beter niet tot het college.

De heer Laeremans maakt uit de tekst op dat de federale procureur een brugfunctie heeft. Hij kan zowel de raad van de procureurs des Konings als het college van procureurs-generaal bijwonen.

De spreker meent dat men trouwens verwacht dat hij systematisch het college zal bijwonen want hij moet zorgen voor de taalpariteit.

*
* *

Artikel 4 wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 5

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen. Het wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 6

De voorzitter stelt voor om in de Nederlandse tekst van het voorgestelde artikel 144bis, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, de woorden « die onmiddellijk onder zijn toezicht en leiding staan » te vervangen door de woorden « die onder zijn onmiddellijke leiding en toezicht staan ».

In de Franse tekst van hetzelfde lid zouden de woorden « *sous sa surveillance et sa direction immédiate* » vervangen moeten worden door de woorden « *sous sa direction et surveillance immédiates* ».

Een gelijkaardige wijziging dringt zich op in de Franse tekst van artikel 144bis, § 1, laatste lid.

De commissie is het ermee eens om de tekst in die zin aan te passen.

De heer Laeremans vraagt waar de zetel van het federaal parket zal worden gevestigd.

De minister antwoordt dat artikel 18 bepaalt dat dit Brussel is.

Het is de bedoeling deze nieuwe structuren zo spoedig mogelijk operationeel te maken en indien mogelijk nog tijdens de huidige zittingsperiode.

*
* *

Het aldus verbeterde artikel 6 wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 7

M. Giet estime que la notion de « recherche de la qualité totale » (la quatrième mission que l'article 146, alinéa 1^{er}, proposé assigne aux procureurs généraux) ne veut rien dire, du moins en français.

La notion de « recherche de la qualité totale » a peut-être une signification dans le jargon commercial, mais elle ne correspond à rien de concret en ce qui concerne le fonctionnement de la justice. Elle ne devrait dès lors pas figurer dans un texte de loi.

Le ministre précise qu'il faut entendre par là que l'on attend des procureurs généraux qu'ils créent les conditions susceptibles d'améliorer la qualité du service (par exemple, en créant des cercles de qualité, en prévoyant des canaux de communication pour favoriser la concertation, etc.).

Le ministre propose de ne pas modifier le texte sur ce point.

M. Laeremans demande des précisions quant à la portée de la troisième mission des procureurs généraux, en vertu de laquelle ils doivent « assurer l'appui des parquets de première instance ».

En quoi consistera concrètement cet appui?

Le ministre explique que, par le passé, le parquet général faisait parfois preuve d'un certain paternalisme envers les parquets de première instance. La réforme à l'examen devrait mettre fin à cette attitude.

Le lien hiérarchique très strict entre le parquet général et les parquets se relâche et doit faire place à une collaboration accrue.

La commission décide ensuite d'apporter les corrections de texte suivantes :

— dans le texte français de l'article 146, deuxième ligne, proposé, remplacer le mot « ni » par le mot « ou »;

— dans le texte néerlandais du même 1^o, remplacer les mots « *de onder hun leiding coherente uitwerking en coördinatie van het strafrechtelijk beleid* » par les mots « *de coherente uitwerking en coördinatie, onder hun leiding, van het strafrechtelijk beleid* ».

*
* *

L'article 7, ainsi corrigé, est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 8

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 7

De heer Giet is van mening dat de notie « integrale kwaliteitszorg » (de vierde opdracht waarmee de procureurs-generaal overeenkomstig het voorgestelde artikel 146, eerste lid, 4^o, worden belast) — althans in het Frans — nietszeggend is.

De notie « *la recherche de la qualité totale* » heeft misschien een betekenis in het commerciële taalgebruik maar met betrekking tot de werking van justitie heeft deze geen wezenlijke inhoud. Ze hoort derhalve niet thuis in een wettekst.

De minister preciseert dat men hiermee wil aangeven dat van de procureurs-generaal verwacht wordt dat ze de omstandigheden creëren die de dienstverlening kunnen verbeteren (door bijvoorbeeld kwaliteitskringen te creëren, te voorzien in communicatiekanalen om het overleg te bevorderen ...).

De minister stelt voor om de tekst op dit punt niet te wijzigen.

De heer Laeremans vraagt uitleg over de draagwijdte van de derde opdracht van de procureurs-generaal, namelijk « de ondersteuning van de parketten van eerste aanleg ».

Wat zal die ondersteuning concreet inhouden ?

De minister legt uit dat in het verleden de houding van het parket-generaal ten aanzien van de parketten van eerste aanleg nogal bevoogdend was. Onderhavige hervorming moet hieraan een einde stellen.

De strakke hiërarchische band tussen het parket-generaal en de parketten wordt losser en moet plaatsmaken voor een grotere samenwerking.

De commissie besliste vervolgens om volgende tekstverbeteringen aan te brengen :

— in de Franse tekst van het voorgestelde artikel 146, tweede regel, het woord « *ni* » vervangen door « *ou* »;

— in de Nederlandse tekst van het 1^o, de woorden « *de onder hun leiding coherente uitwerking en coördinatie van het strafrechtelijk beleid* » vervangen door de woorden « *de coherente uitwerking en coördinatie, onder hun leiding, van het strafrechtelijk beleid* ».

*
* *

Het aldus verbeterde artikel 7 wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 8

Over dit artikel werden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 9

Afin d'assurer la concordance des textes néerlandais et français, *le président* propose de supprimer, à la quatrième ligne du texte français de l'article 148, alinéa 1^{er}, proposé, les mots « de police judiciaire ».

La commission marque son accord sur cette proposition.

L'article, ainsi corrigé, est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 10 et 11

Ces articles ne font l'objet d'aucune observation et sont adoptés successivement par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 12

Afin d'assurer la concordance des textes néerlandais et français, *le président* propose de remplacer, dans le texte français de l'article 150bis, alinéa 3, proposé, les mots « pour la durée de l'année judiciaire » par les mots « à chaque fois pour la durée d'une année judiciaire », proposition sur laquelle la commission marque son accord.

M. Laeremans demande combien de membres néerlandophones et francophones comptera le conseil des procureurs du Roi.

Le ministre répond qu'il sera composé des treize procureurs du Roi francophones, des treize procureurs du Roi néerlandophones et du procureur du Roi de Bruxelles qui est bilingue.

M. Landuyt fait observer qu'en vertu de l'article 150 proposé du Code judiciaire, le procureur du Roi peut déléguer sa compétence d'exercice de l'action publique à un membre du parquet général.

Le ministre ne craint-il pas qu'eu égard au rapport hiérarchique, cette faculté engendre, dans certains cas, des conflits entre le procureur du Roi et le membre concerné du parquet général ?

Le ministre a conscience qu'il s'agit, en l'occurrence, d'une matière délicate.

Lorsque la loi sera mise en œuvre, il faudra élaborer des règles qui puissent prévenir pareils conflits.

*
* *

L'article 12, ainsi corrigé, est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 9

Teneinde de Franse en de Nederlandse tekst met elkaar in overeenstemming te brengen stelt *de voorzitter* voor om in de Franse tekst van het voorgestelde artikel 148, eerste lid, vierde regel, de woorden « *de police judiciaire* » weg te laten.

De commissie gaat met dit voorstel akkoord.

Het aldus verbeterde artikel 9 wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 10 en 11

Deze artikelen geven geen aanleiding tot opmerkingen. Ze worden achtereenvolgens aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 12

Teneinde de Franse en de Nederlandse tekst met elkaar in overeenstemming te brengen, stemt de commissie in met het voorstel van *de voorzitter* om in de Franse tekst van het voorgestelde artikel 150bis, derde lid, de woorden « *pour la durée de l'année judiciaire* » te vervangen door de woorden « *à chaque fois pour la durée d'une année judiciaire* ».

De heer Laeremans vraagt uit hoeveel Nederlandstalige en Franstalige leden de raad van procureurs des Konings zal bestaan.

De minister antwoordt dat die raad zal bestaan uit de dertien Nederlandstalige procureurs des Konings, de dertien Franstalige procureurs des Konings en de procureur des Koning van Brussel, die tweetalig is.

De heer Landuyt wijst erop dat de procureur des Konings, overeenkomstig het voorgestelde artikel 150 van het Gerechtelijk Wetboek, zijn bevoegdheid om de strafvordering uit te oefenen, kan opdraan aan een lid van het parket-generaal.

Vreest de minister niet dat deze mogelijkheid — gelet op de hiërarchische relatie — in bepaalde gevallen aanleiding zal geven tot conflicten tussen de procureur des Konings en het betrokken lid van het parket-generaal ?

De minister is er zich van bewust dat het hier gaat om een delicate aangelegenheid.

Bij de uitvoering van de wet zal gezocht moeten worden naar een regeling die dergelijke conflicten kan voorkomen.

*
* *

Het aldus verbeterde artikel 12 wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 13

M. Laeremans demande des précisions en ce qui concerne l'article 152, alinéa 3, proposé, qui dispose que seuls les membres de l'auditorat exercent les fonctions du ministère public près les tribunaux du travail et les tribunaux de commerce.

M. Giet précise que cette disposition concerne les missions civiles que le ministère public exerce auprès des tribunaux du travail et des tribunaux de commerce (notamment en ce qui concerne les interventions du parquet en matière de faillite et de concordat).

Ces missions civiles sont réservées exclusivement aux auditorats. L'action publique relative à des matières relevant de la compétence des juridictions du travail ou des tribunaux de commerce est exercée prioritairement par les membres de l'auditorat, mais peut être confiée à d'autres membres du parquet (article 16 du projet de loi).

L'auditorat est une section spécialisée au sein de chaque parquet et aura son propre cadre du personnel.

Il n'y aura toutefois qu'un seul chef de corps, à savoir le procureur du Roi.

Répondant à *M. Laeremans* qui demande si les auditorats disposeront de moyens suffisants, *le ministre* souligne que l'on se basera sur les résultats des *audits* pour définir les moyens humains et matériels qui seront mis à leur disposition.

*
* *

L'article 13 est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 14 et 15

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont successivement adoptés par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 16

Répondant à *M. Lozie*, *le ministre* précise que l'action publique dans les matières qui sont de la compétence des juridictions du travail est en principe exercée par les membres de l'auditorat. Toutefois, pour assurer le bon fonctionnement des services, le procureur du Roi peut confier cette tâche à un autre membre du parquet sans risque de contestations procédurales. Cela ne peut compromettre l'exercice de l'action publique.

M. Landuyt craint qu'il y ait encore d'autres situations qui ne sont pas réglées par la disposition à l'examen.

Art. 13

De heer Laeremans vraagt uitleg over het voorgestelde artikel 152, derde lid, dat stelt dat enkel de leden van het auditoraat de opdrachten van het openbaar ministerie bij de arbeidsrechtbanken en de rechtbanken van koophandel uitoefenen.

De heer Giet preciseert dat deze bepaling betrekking heeft op de burgerlijke opdrachten van het openbaar ministerie bij de arbeidsrechtbanken en de rechtbanken van koophandel (onder meer tussenkomst van het parket inzake faillissementen en concordat).

Deze burgerlijke opdrachten worden exclusief aan de auditoraten toegewezen. De strafvordering met betrekking tot aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de arbeidsgerechten of van de rechtbanken van koophandel behoren, wordt bij voorrang door de leden van het auditoraat uitgeoefend maar kunnen aan andere leden van het parket worden opgedragen (artikel 16 van het wetsontwerp).

Het auditoraat is een gespecialiseerde afdeling binnen elk parket en zal over een eigen personeelsformatie beschikken.

Maar er zal slechts één korpschef bestaan, namelijk de procureur des Konings.

Op de vraag van *de heer Laeremans* of de auditoraten over voldoende middelen zullen beschikken, antwoordt *de minister* dat de terbeschikkingstelling van personeel en middelen zal gebeuren op basis van de resultaten van de *audits*.

*
* *

Artikel 13 wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 14 en 15

Deze artikelen geven geen aanleiding tot opmerkingen en worden achtereenvolgens aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 16

Op vraag van *de heer Lozie* legt *de minister* uit dat de strafvordering inzake aangelegenheden die behoren tot de bevoegdheid van de arbeidsgerechten in principe door de leden van het auditoraat wordt uitgeoefend. Indien het echter voor de behoorlijke werking van de diensten noodzakelijk is, kan de procureur des Konings deze taak aan een ander lid van het parket opdragen zonder gevaar voor procedurebetwistingen. De uitoefening van de strafvordering kan hierdoor niet in het gedrang komen.

De heer Landuyt vreest dat er nog situaties kunnen bestaan die niet door onderhavige bepaling worden geregeld.

Qu'advient-il, par exemple, si l'infraction est qualifiée d'infraction sociale (au lieu de fraude classique) en cours d'audience et que l'action publique n'a pas été exercée par un membre de l'auditorat, mais par un autre membre du parquet.

La procédure sera-t-elle valable si le procureur du Roi ne dispose pas d'une décision motivée par laquelle il a désigné ce membre du parquet ? Il ne pourra normalement pas produire ce document, étant donné qu'en égard à la qualification initiale de l'infraction, l'action publique ne devait pas être exercée par l'auditorat.

M. Lozie estime que sa proposition de loi modifiant l'article 22 du Code d'instruction criminelle (Doc. n° 1485/1) apporte une solution au problème soulevé par *M. Landuyt*. Celle-ci prévoit que l'intervention de l'auditeur du travail à la place du procureur du Roi, ou du procureur du Roi à la place de l'auditeur du travail, n'a pas d'incidence sur la recevabilité de l'action publique.

M. Giet estime que la disposition proposée est cohérente.

En effet, il n'y aura plus, désormais, qu'un seul chef de corps, à savoir le procureur du Roi.

L'action publique sera donc toujours exercée au nom du procureur, que les poursuites aient été intentées par un membre de l'auditorat ou par un autre membre du parquet.

Si l'auditorat forme une section distincte, c'est uniquement du point de vue de l'organisation interne. Ses membres sont placés sous la surveillance et la direction du procureur du Roi.

Il n'y a donc plus lieu de craindre la survenance de problèmes de compétence.

Le ministre souscrit aux propos de l'intervenant précédent. Il renvoie aux explications qu'il a fournies lors de l'examen de la proposition en commission du Sénat. Le ministre y a déclaré expressément que « la question de la distribution des missions aux membres du parquet qui ne font pas partie de l'auditorat n'est pas une question de compétence mais une question qui relève d'un règlement interne du service dont la violation n'entraîne pas la nullité de l'action publique. » (Doc. Sénat n° 1-1066/6, p. 154).

Le fait qu'un autre membre du parquet aura exercé l'action publique dans le cadre d'une infraction aux lois sociales ne pourra pas être invoqué pour contester la légalité de la procédure.

M. Landuyt espère que chacun interprétera le texte dans ce sens. Mais ce n'est pas du tout sûr. Le texte de la loi devrait le préciser plus clairement. Il

Wat zal er bijvoorbeeld gebeuren indien het misdrijf tijdens de terechtzitting als een sociaal misdrijf (in plaats van als een klassieke fraude) wordt gekwalificeerd en de strafvordering niet door een lid van het auditoraat maar door een ander lid van het parket zal zijn uitgeoefend.

Zal de procedure rechtsgeldig zijn indien de procureur des Konings over geen gemotiveerde beslissing beschikt waarbij hij dat lid van het parket zal hebben aangewezen ? Normalerweise zal hij dat document niet kunnen voorleggen aangezien volgens de aanvankelijke kwalificatie van het misdrijf de strafvordering niet door het auditoraat diende te worden uitgeoefend.

De heer Lozie is van oordeel dat het door de heer Landuyt opgeworpen probleem wordt ondervangen door zijn wetsvoorstel tot wijziging van artikel 22 van het Wetboek van strafvordering (Stuk n° 1485/1). Hierin wordt gepreciseerd dat het optreden van de arbeidsauditeur in plaats van de procureur des Konings of van de procureur des Konings in plaats van de arbeidsauditeur, geen invloed heeft op de ontvankelijkheid van de strafvordering.

Volgens *de heer Giet* is de voorgestelde regeling sluitend.

Er zal namelijk — in tegenstelling tot de huidige situatie — maar één korpschef meer bestaan, namelijk de procureur des Konings.

De strafvordering zal dus steeds namens de procureur zijn uitgeoefend en dit ongeacht of een lid van het auditoraat of een ander lid van het parket de vervolging zal hebben ingesteld.

Het auditoraat is een aparte afdeling maar dit heeft enkel te maken met interne organisatie. De leden ervan staan onder toezicht en leiding van de procureur des Konings.

Er moet dus niet meer voor bevoegdheidsproblemen worden gevreesd.

De minister sluit zich hierbij aan. Hij verwijst naar zijn uitleg gegeven tijdens de bespreking van het wetsvoorstel in de senaatscommissie. De minister heeft toen uitdrukkelijk gesteld dat « de toewijzing van opdrachten aan leden van het parket die niet tot het auditoraat behoren, geen bevoegdheidskwestie is, maar een interne dienstregeling waarvan de schending niet de nietigheid van de strafvordering meebrengt. » (Stuk Senaat n° 1-1066/6, blz. 154).

Het feit dat een ander lid van het parket de strafvordering met betrekking tot een sociaal misdrijf zal hebben uitgeoefend, zal niet kunnen worden ingeroepen om de rechtsgeldigheid van de procedure in vraag te stellen.

De heer Landuyt hoopt dat iedereen de tekst in die zin zal interpreteren. Maar dat is helemaal niet zeker. De wettekst zou dit duidelijker moeten stellen.

faut éviter de devoir consulter les travaux préparatoires pour comprendre les intentions du législateur.

*
* *

L'article 16 est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 17 à 20

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont successivement adoptés par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 21

M. Laeremans constate que les magistrats fédéraux et les magistrats d'assistance perçoivent le même traitement. Ils sont donc au même niveau et n'ont dès lors aucune possibilité de promotion au sein du parquet fédéral.

Cela ne lui paraît pas être la meilleure solution imaginable.

Le ministre souligne que les magistrats fédéraux font partie du cadre du parquet fédéral tandis que les magistrats d'assistance, comme leur nom l'indique, assistent le collège des procureurs généraux dans l'exécution de sa mission. Le magistrat fédéral a une responsabilité différente mais pas nécessairement plus importante que les autres membres.

Le président ajoute que le magistrat fédéral aura une compétence générale et le magistrat d'assistance une compétence plutôt spécifique.

L'article 21 est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 22 à 28

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont successivement adoptés par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 29

À la demande de *M. Laeremans*, le ministre précise que si la fonction de procureur général ou de procureur fédéral devient vacante à la suite d'un décès, d'une maladie ou d'autres circonstances, une personne du même rôle linguistique sera désignée pour achever le mandat. Le procureur près la cour d'appel de Bruxelles et le procureur fédéral appartiendront donc toujours à des rôles linguistiques différents.

Men moet vermijden dat naar de parlementaire voorbereiding moet worden teruggegrepen om de intenties van de wetgever te kennen.

*
* *

Artikel 16 wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 17 tot 20

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden achtereenvolgens aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 21

De heer Laeremans stelt vast dat de federale magistraten en de bijstandsmagistraten dezelfde wedde genieten. Zij staan dus op hetzelfde niveau en er zijn derhalve geen bevorderingsmogelijkheden binnen het federaal parket.

Dit lijkt hem niet de best denkbare regeling.

De minister stipt aan dat de federale magistraten deel uitmaken van de formatie van het federaal parket. De bijstandsmagistraten daarentegen staan, zoals hun benaming het aangeeft, het college van procureurs-generaal bij bij de uitvoering van zijn opdracht.

De voorzitter voegt eraan toe dat de federale magistraat een algemene bevoegdheid en de bijstandsmagistraat eerder een specifieke bevoegdheid zal hebben.

Artikel 21 wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 22 tot 28

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden achtereenvolgens aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 29

Op vraag van *de heer Laeremans* preciseert de minister dat indien een procureur-generaal of de federale procureur door overlijden, ziekte of andere omstandigheden tussentijds wegvalt, iemand van dezelfde taalrol zal worden aangewezen om het vacant geworden mandaat te voleindigen. De procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel en de federale procureur zullen dus steeds tot een verschillende taalrol behoren.

L'article 29 est ensuite adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 30 et 31

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont successivement adoptés par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 32

Sur proposition du *président*, la commission décide de supprimer, à la troisième ligne, les mots « le jour de ».

L'article 32, ainsi corrigé, est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 33

La formule d'entrée en vigueur a été mise en concordance avec les règles de légistique.

L'article 33, ainsi corrigé, est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

*
* *

L'ensemble du projet de loi, tel que corrigé avec l'accord du Sénat, est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

La proposition de loi n° 1485/1, qui a été jointe à la discussion, devient par conséquent sans objet.

Le rapporteur,

R. LANDUYT

Le président,

M. VERWILGHEN

Artikel 29 wordt vervolgens aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 30 en 31

Over de artikelen 30 en 31 worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden achtereenvolgens aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 32

Op voorstel van *de voorzitter* beslist de commissie om in artikel 32, derde regel, de woorden « de dag van » weg te laten.

Het aldus verbeterde artikel 32 wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 33

De formulering inzake de inwerkingtreding werd in overeenstemming gebracht met de wetgevingstechnische voorschriften.

Het aldus verbeterde artikel 33 wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

*
* *

Het gehele wetsontwerp, zoals het met instemming van de Senaat werd verbeterd, wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Dientengevolge vervalt het toegevoegde wetsvoorstel n° 1485/1.

De rapporteur,

R. LANDUYT

De voorzitter,

M. VERWILGHE

ERRATA

Art. 6

1. À l'article 144*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, aux quatrième et cinquième lignes, lire « qui sont placés sous sa direction et sa surveillance immédiates » au lieu de « qui sont placés sous sa surveillance et sa direction immédiate ».

2. À l'article 144*bis*, § 1^{er}, alinéa 4, aux deuxième et troisième lignes, lire « sous la direction et la surveillance immédiates » au lieu de « sous la surveillance et la direction immédiate ».

Art. 7

1. À l'article 146, à la deuxième ligne, lire « ou » au lieu de « ni ».

2. Le texte néerlandais de l'article 146, 1°, est corrigé comme suit : « *de coherente uitwerking en coördinatie, onder hun leiding, van het strafrechtelijk beleid* ».

Art. 9

À l'article 148, à la quatrième ligne, il y a lieu de supprimer les mots « de police judiciaire ».

Art. 12

À l'article 150*bis*, alinéa 3, aux première et deuxième lignes, lire « à chaque fois pour la durée d'une année judiciaire » au lieu de « pour la durée de l'année judiciaire ».

Art. 32

À la troisième ligne, il y a lieu de supprimer les mots « le jour de ».

Art. 33

Cet article est corrigé comme suit : « Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi ».

ERRATA

Art. 6

1. In artikel 144*bis*, § 1, eerste lid, op de vierde en vijfde regel, leze men « die onder zijn onmiddellijke leiding en toezicht staan » in plaats van « die onmiddellijk onder zijn toezicht en leiding staan ».

2. In artikel 144*bis*, § 1, vierde lid, op de tweede en de derde regel van de Franse tekst, leze men « *sous la direction et la surveillance immédiates* » in plaats van « *sous la surveillance et la direction immédiate* ».

Art. 7

1. In artikel 146, op de tweede regel van de Franse tekst, leze men « *ou* » in plaats van « *ni* ».

2. Artikel 146, 1°, wordt verbeterd als volgt : « de coherente uitwerking en coördinatie, onder hun leiding, van het strafrechtelijk beleid ».

Art. 9

In artikel 148, eerste lid, op de vierde regel van de Franse tekst, dienen de woorden « *de police judiciaire* » te worden geschrapt.

Art. 12

In artikel 150*bis*, derde lid, op de eerste en tweede regel van de Franse tekst, leze men « *à chaque fois pour la durée d'une année judiciaire* » in plaats van « *pour la durée de l'année judiciaire* ».

Art. 32

Op de derde regel dienen de woorden « de dag van » te worden geschrapt.

Art. 33

Dit artikel wordt verbeterd als volgt : « De Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt ».